

601/A/222/4

June 1924



LIVRES

RAYON DES LIVRES FRANCAIS

Nouveautés, Romans, Littérature, Poésie, Critiques, Auteurs Classiques, Sciences, Histoire, Géographie, Beaux-Arts, Livre d'utilité pratique, Cartes et Guides pour automobilistes, Mécanique Automobile, Livres spécialement destinés aux Bibliothèques Paroissiales et Scolaires, Albums et Livres d'Images pour enfants, Grands Ouvrages de Bibliothèque, Collections de Livres Reliés, Editions de Luxe.

RAYON DES LIVRES CANADIENS

Toutes les nouveautés du meilleur fonds.

RAYON DES LIVRES RELIGIEUX

Le plus grand choix de Littérature Religieuse en Amérique; Philosophie, Théologie, Ecriture Sainte, Ascétisme, Hagiographie, Biographie, Missels.

DEMANDEZ NOS CATALOGUES

GRANGER FRÈRES LIMITÉE

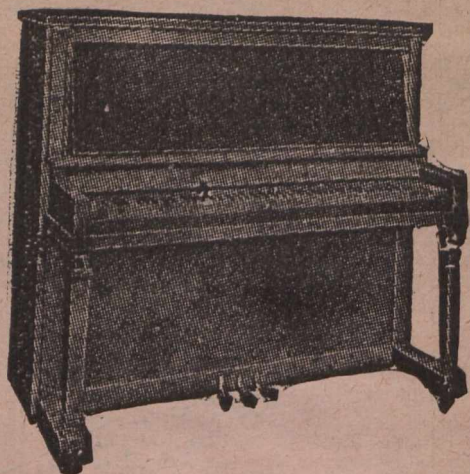
Libraires, Papetiers, Importateurs
43 Notre-Dame-Ouest, Montréal

EDMOND-J. MASSICOTTE

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre

LE PIANO PRATTE

ARTISTIQUE-DURABLE
LE CHOIX DES ARTISTES



MODELE D'ARTISTE

Le piano Pratte est toujours fabriqué par M. Antonio Pratte, qui en est l'inventeur et le fabricant.

Il est le piano officiel des principales maisons d'enseignement.

Il est reconnu comme le meilleur par des artistes de réputation mondiale, tels que: Guilmant, Bourgault-Ducoudray, Plançon, Gigout, Staub, Lachaume, Lamoureux, Albani, Létondal, Laliberté. Victoria Cartier, etc., etc.

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE

J. Donat Langelier
LIMITÉE

Tél. :

Est { 3425
3426

366-368 Est, rue Ste-Catherine, Montréal

Le plus grand magasin du genre au Canada.

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre

ARGENTERIE

L'argenterie en couche mince, qui s'en va aux premiers frotages et laisse apparaître le métal de base, ne diffère pas, par l'apparence extérieure, de l'argenterie en couche épaisse et durable autant que la vie.

Dans l'impossibilité où ils sont de discerner la valeur du plaqué-argent, les acheteurs devraient s'adresser à une maison de confiance comme est la nôtre.

Nous ne soldons jamais, pour le compte des fabricants, de l'argenterie hors de mode ou défectueuse. Nous n'offrons que les modèles les plus nouveaux, dont la main-d'œuvre est impeccable, et dont l'argenterie, en couche épaisse, est faite sur maillechort ayant la dureté et la résonance de l'argent.

Notre assortiment comprend tout ce qui est nécessaire au service et au décor de la table: Plats — Légumiers — Compotiers — Ménagères — Casseroles — Soupières — Percolateurs — Candelabres — Plats à hors-d'œuvre — Assiettes à gâteaux et à sandwich — Services à thé et à café — Beurriers — Couverts — Coutellerie — Vases à fleurs — Aiguières — Bonbonnières — Et des centaines d'autres pièces que nous ne pouvons énumérer en si peu d'espace.

L'argenterie est le cadeau de noce idéal, pourvu que la qualité en soit telle que les donataires en jouissent indéfiniment. Pour ceux qui désirent faire un cadeau luxueux, ils pourront facilement et heureusement choisir parmi les objets énumérés ci-haut et qui, pour la plupart, existent en argent massif.

Notre livraison se fait dans un emballage extrêmement soigné. En outre, certaines pièces sont logées dans des écrins gainerie d'une grande richesse.

Notre assortiment de coutellerie en coffres de bois précieux ne le cède en rien à tout ce que l'on trouve sur place. Nous avons des modèles de couverts que l'on peut acheter à la pièce, si on désire composer un service de longue main.

Ajoutons que la cristallerie s'harmonise parfaitement avec l'argenterie pour le décor somptueux de la table. Notre cristal taillé, sur formes belges ou de Baccarat, constitue un cadeau très apprécié.

SCOTT & BOUSQUET FRÈRES,
LIMITÉE

479-est, rue Sainte-Catherine, - - Montréal

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre

En vente à la Librairie Ducharme 133, rue St-Laurent, Montréal

Des livres qu'on ne trouve plus ailleurs.

P. DE LA ROCHEMONTEUX; 1. — *Les Jésuites de la Nouvelle-France au XVIIIème siècle.* 3 vols bro. 1700 pp. franco.....\$7.50

P. DE LA ROCHEMONTEUX; 2. — *Relations par lettres de l'Amérique septentrionale 1709-10* — 1 vol. franco.....\$1.25

HENRI d'ARLES: *Acadie*, 3 vols brochés, défraîchis, franco.\$6.50

LIONEL GROULX: *Nos luttes constitutionnelles*, 5 fascicules, franco.....\$1.25

Catalogues sur demande.

Tarif des Annonces

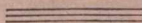
Une page (un an).....\$100.

Une demie page (un an).....\$ 55.

L'ACTION FRANÇAISE

Recommandez-vous de L'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre

Aux Annonceurs



Il est un fait d'ordre moral que quelques uns sont tentés d'oublier

Depuis quand est-il permis à des Canadiens-Français de prospérer dans les affaires, pensez-vous ? Depuis quand voyons-nous grandir autour de nous ces maisons de commerce qui font notre orgueil ? — Depuis le temps où des organisations comme la nôtre se sont occupées de réveiller le sentiment national par des campagnes de fierté. Parmi les facteurs de la prospérité économique de notre groupe il faut donc compter la fécondité de nos efforts.

On est prié d'en prendre ^{un} note.

L'ACTION FRANÇAISE.

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre

TOUJOURS EN AVANT

**THE
PRIMUS**

Noir et Vert
naturel

En paquets
seulement.



Conserves
Alimen-
taires de
Fruits
et
Légumes
PRIMUS

POUDRE A PATE
CRÈME DE TARTRE
GELÉES ET POUDRE

"PRIMUS"

La marque "PRIMUS" est une garantie de qualité et de pureté.

L. CHAPUT, FILS & CIE, Limitée

Maison fondée
en 1842

2 à 12 rue DeBresoles, Montréal.

**BANQUE PROVINCIALE
DU CANADA**

Siège Social: 7 et 9 PLACE D'ARMES, MONTREAL.

Capital autorisé..... \$5,000,000.00
Capital versé et Réserve..... \$4,500,000.00

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : L'hon. Sir HORMISDAS LAPORTE, C.P., ex-maire de Montréal, de la maison Laporte, Martin (L.tée), président "Société d'Administration Générale"; vice-président du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Vice-président : M. W.-F. CARSLY,

Vice-président et Directeur général : M. TANCRÈDE BIENVENU, administrateur "Lake of the Woods Milling Co." administrateur "Crédit Foncier Franco-Canadien".

M. G.-M. BOSWORTH, président de la "Canadian Pacific Steamships Limited"

L'hon. NEMESE GARNEAU, C.L., Québec, président Les Prévoyants du Canada.

M. ÉMILIE DAoust, Président de la Librairie Beauchemin, Limitée; Commissaire du Port de Montréal.

M. S.-J.-B. ROLLAND, Président de la Cie de Papier Rolland Limitée.

BUREAU DES COMMISSAIRES-CENSEURS

Président : L'hon. N. PÉRODEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Vice-président: M. J. AUGUSTE RICHARD, administrateur de l'Université de Montréal; président "Fashion Craft Manufacturers Limited".

Hon. E.-L. PATENAUDE, C.P. avocat, M.P.P., administrateur de l'Alliance Nationale

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre

Que voulez-vous devenir...

Chimiste? Ingénieur? Architecte?

Pour chacune de ces trois carrières, il n'existe à Montréal, qu'une institution canadienne-française réellement accréditée :

L'École Polytechnique de Montréal

C'est là, et là seulement, qu'on donne une formation véritablement complète et solide.

Cours lumineux, pratique, d'une doctrine approfondie et sûre, matières enseignées par des pédagogues accomplis, spécialistes "calés" !

A l'école Polytechnique, vous n'acquerrez pas cette formation hâtive, superficielle, ces connaissances mal digérées des cours "en 6 mois, 25 leçons, succès garanti" : Vous y prendrez, au contraire, par un travail consciencieux et persévérant, le bagage scientifique et pratique nécessaire pour faire de vous "une autorité" dans la carrière que vous aurez embrassée.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

M. Augustin FRIGON, directeur

Téléph. Est 3477

- 228 rue Saint-Denis, Montréal

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre

LA COLONISATION

UNE GRANDE ŒUVRE NATIONALE. — UN APPEL A
TOUS LES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

De tous les problèmes qui, dans notre province, s'imposent à l'attention publique, il en est un dont personne ne contestera l'importance et qui ne peut manquer d'intéresser tous les bons patriotes: c'est le problème de la désertion des campagnes.

La province de Québec n'échappe malheureusement pas à un phénomène qui est aujourd'hui général.

Parmi les diverses solutions qui peuvent être apportées comme remède à ce malaise, il y a la colonisation.

Le département de la Colonisation dépense chaque année des sommes d'argent considérables pour encourager cette œuvre essentielle. C'est ainsi qu'il construit les chemins, routes et ponts dont les colons ont besoin. C'est ainsi qu'il accorde un subside très généreux pour la construction des écoles et des écoles-chapelles. C'est ainsi qu'il donne aux colons une prime de défrichement de six dollars par acre.

Malgré sa puissance, l'argent n'a pas un pouvoir illimité et, pour que son effort soit fécond, le ministre de la Colonisation a besoin du concours de tous et il fait appel à toutes les bonnes volontés.

Tout le monde ne peut être colon, mais tout le monde peut contribuer au succès de la colonisation, soit en prêchant le retour à la terre, soit en faisant une incessante propagande en faveur de nos terres neuves, soit en encourageant les jeunes gens à devenir colons, en les dirigeant et en les aidant.

Pour obtenir les renseignements dont on peut avoir besoin, sur les différentes régions de colonisation, on est prié de s'adresser à

L'honorable M. J.-E. PERRAULT.

Québec.

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre

LA FÊTE NATIONALE

On nous demande à tout instant de presser l'adoption d'une loi qui ferait du 24 juin un jour férié. Tout récemment un groupe important de nos compatriotes sollicitait encore notre attention à ce sujet. D'ailleurs notre calendrier de Dollard porte à son feuillet de juin ce mot d'ordre: "Que le 24 juin devienne vraiment la fête nationale. Commençons d'abord par obtenir de notre parlement qu'il devienne un jour férié." Aussi avons-nous pensé qu'il serait utile de préparer une proposition de loi — un bill, comme on dit couramment en notre parlement québécois. Il est en effet plus facile de conduire à bonne fin un projet dont on possède déjà un schéma que de demeurer toujours dans le vague. Donc:

BILL NO.....

"Loi amendant le paragraphe 14 de la cédule de l'article
"17 du Code Civil de la Province de Québec.

"Attendu que la Province de Québec est le berceau de la
civilisation française en Amérique, qu'elle fut toujours,
'depuis l'époque de la découverte du pays, et qu'elle est encore
'le foyer des Canadiens français;

"Attendu que les Canadiens français, qui y forment
'l'immense majorité, y jouissent non seulement de la plus
'large liberté politique, mais avec leurs droits historiques
'possèdent des droits civils spéciaux, et en particulier y gardent
'leurs propres lois françaises;

"Attendu que du point de vue de leur collectivité, la dignité
'requiert que leur fête nationale, la Saint-Jean-Baptiste, dont
'la date est le 24 juin, soit déclarée jour férié;

“Attendu qu'ils le demandent depuis longtemps et qu'il est opportun de faire droit à ce désir;

“A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit;

“1° Le paragraphe 14 de la cédule de l'article 17 du code Civil de la Province de Québec est amendé au sous-paragraphe 3. en ajoutant les mots “le 24 juin, fête de la Saint-Jean-Baptiste” après les mots “le lundi de Pâques”.

“2° La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.”

Pétitionnons maintenant et avec ensemble.

L'ACTION FRANÇAISE.

POUR LA DÉFENSE DES LOIS FRANÇAISES

A nous de défendre les éléments de notre nationalité. Nous sommes trop souvent les premiers à les méconnaître. Au chapitre des lois françaises, il appartient tout d'abord aux juges, avocats et législateurs canadiens-français de les conserver. Il n'en va pas ainsi. L'hon. juge P.-B. Mignault de la Cour Suprême du Canada faisait tout récemment à propos d'une cause du Québec les remarques suivantes:

“Pour juger le différend, nous devons appliquer, quant au droit du créancier de réclamer des dommages lorsque le débiteur refuse d'exécuter son obligation et aussi quant à l'évaluation de ces dommages, les règles contenues dans le code civil de la province de Québec. Cependant, je regrette d'avoir à le dire, les avocats de l'intimée, lors de l'audition de la cause, ont persisté à ne citer, outre les articles du code, que des autorités tirées du *common law*. Ce n'est pas ainsi que l'on conservera dans toute son intégrité le droit civil dans la province de Québec. Et j'ajoute qu'il est grandement temps que l'on se convainque que ce droit est assez riche en doctrine et en jurisprudence pour fournir une solution conforme à son génie à toutes les difficultés qui se rencontrent dans la pratique”.

LE CAPITAL ÉTRANGER

Ce qu'est l'importance du capital étranger au Canada, les chiffres ci-après l'indiquent suffisamment. Remarquons toutefois, en commençant, que pour nous, Canadiens, le capital étranger, c'est le capital que les Américains et les Anglais placent chez nous. La part prise dans nos emprunts publics et les sommes engagées dans nos industries par les capitalistes d'autres nationalités, comparativement aux premiers, sont négligeables.

Au point de vue finances publiques, il s'est produit depuis dix ans un renversement de la position du Canada par rapport aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Les statistiques illustrant cette transposition ont été plus d'une fois publiées. Rappelons simplement qu'après avoir absorbé, en 1913, 74.24% de nos emprunts publics, l'Angleterre n'en prend plus, en 1923, que 0.63%. New-York pendant la guerre est devenu notre banquier et tout fait présager qu'il le demeurera longtemps. L'abondance du numéraire aux États-Unis cherche un débouché au Canada. D'autre part, les emprunts de la Victoire ont popularisé, si l'on peut dire, chez nous le prêt sur obligations. Les émissions des pouvoirs publics trouvent aujourd'hui preneurs sur le marché canadien. Le partage se fait entre les États-Unis et le Canada. Londres n'est plus et ne sera plus désormais l'unique acheteur de nos obligations fédérales, provinciales et municipales. Le tableau suivant illustre les situations successives des dix dernières années :

	1914	1918	1922	1923
Canada.....	\$32,999,560	727,446,361	250,194,984	427,868,742
États-Unis.....	53,994,548	33,310,000	242,212,493	84,517,000
R.-Uni.....	185,990,650	14,600,000		3,432,000
Total.....	272,984,758	775,356,361	492.407,477	514,817,742

D'après le *Canada Annual Review*, les titres canadiens détenus en portefeuilles canadiens s'élevaient, à la fin de 1921, à \$945,000,000.

Une statistique récente (novembre 1923), compilée par le *Financial Post* de Toronto, établit à \$1,162,000,000 la somme totale des effets publics Canadiens, actuellement détenus à l'étranger. Sur ce montant, l'Angleterre en posséderait \$456,000,000, les États-Unis, \$701,000,000; les cinq autres millions étant répartis entre divers pays.

A tout considérer, notre situation, du point de vue finances publiques, n'est pas trop mauvaise; l'effort des années de guerre nous a placés à la tête des détenteurs de nos propres titres, ce qui était loin d'être le cas il y a une décade. Nous ne parlons pas évidemment des charges que notre dette fédérale fait peser sur les particuliers et les maisons d'affaires. La multiplicité des impôts est une entrave à la restauration économique du pays. Toutefois, il semble que l'on doive bientôt voir clair dans le gâchis des finances à Ottawa; l'équilibre des budgets permettra un remaniement de l'assiette de l'impôt à l'avantage du contribuable. Certes, la situation pourrait facilement être meilleure. Les emprunts des pouvoirs publics, s'ils offrent un placement sûr à la petite épargne, immobilisent en revanche des masses importantes de capitaux et sont de nature à entraver le progrès industriel et commercial en restreignant le crédit. Mais le danger, en ce qui concerne le capital, n'est pas du côté des finances publiques proprement dites.

Le tableau s'assombrit singulièrement si, l'envisageant sous un autre aspect, nous considérons l'état actuel des placements étrangers dans les entreprises d'utilités publiques et l'industrie canadiennes. Des sommes énormes ont été empruntées pour financer le rapide développement industriel du Canada depuis un quart de siècle. Les capitaux engagés

dans l'industrie canadienne ont augmenté de \$450 millions en 1900 à \$3,400 millions en 1920, soit de 600%. Pour alimenter une croissance aussi rapide, nos seules ressources ne pouvaient suffire. De même, la construction des chemins de fer, l'érection des réseaux télégraphiques et téléphoniques, l'organisation des entreprises de traction électrique, etc, exigèrent des sommes importantes. Anglais et Américains nous les prêtèrent, les premiers alimentant surtout nos entreprises d'utilités publiques, tandis que les derniers, principalement depuis la guerre, s'intéressent davantage à l'industrie.

En 1920, d'après une statistique compilée par le ministère fédéral de l'Intérieur, 28 de nos principales industries avaient un capital global de \$2,212,308,000 dont 64.4% étaient canadiens, 24.4%, américains et 9.6%, anglais. Parmi ces industries, plusieurs possédaient un capital en grande partie canadien: celle du bois, 72.3%; celle du papier, 69.5%; la minoterie, 90.8%. Nombre d'autres, en revanche, s'alimentaient en grande partie de capital américain: l'industrie chimique, 52%; celle des automobiles et accessoires d'automobiles, 69.2%; celle des peintures et vernis, 50.1%; celle des abrasifs artificiels, 98.7%.

En novembre dernier, le *Financial Post* évaluait les capitaux étrangers engagés dans l'industrie canadienne à \$1,479,500,000 partagés de la façon suivante: Angleterre, \$308 millions, États-Unis, \$1,105 millions; autres pays, \$66 millions. Ces chiffres tiennent compte du rajustement d'après-guerre et se distribuent comme suit entre les différents genres d'entreprises:

Industries diverses.....	\$691,000,000
Industrie forestière.....	425,000,000
Industrie minière.....	354,000,000
Pêcheries.....	9,500,000
Total.....	\$1,479,500,000

Quant à la répartition entre les pays possesseurs, nous pouvons l'établir de la façon suivante:

	R.-Uni	E.-Unis	Total
Industries diverses.	\$145,000,000	540,000,000	685,000,000
Industrie forestière.	60,000,000	325,000,000	385,000,000
Industrie minière.	100,000,000	235,000,000	335,000,000
Pêcheries.	3,000,000	5,500,000	8,500,000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$308,000,000	1,105,500,000	1,413,500,000
Autres pays			66,000,000
			<hr/>
			\$1,479,500,000

Les valeurs émises par les entreprises d'utilités publiques, par les banques et les sociétés d'assurance, toujours d'après le *Financial Post*, sont partagées comme suit:

	R.-Uni	E.-Unis	Total
Chemins de fer.	\$745,000,000	370,000,000	1,115,000,000
Utilités publiques.	116,000,000	137,000,000	253,000,000
Banques, Assurance.	80,000,000	35,000,000	115,000,000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$941,000,000	542,000,000	1,483,000,000
Autres pays			189,000,000
			<hr/>
			\$1,672,000,000

Les entreprises industrielles et d'utilités publiques canadiennes doivent donc à l'étranger \$3,151,500,000. C'est un joli denier.

Les terres et hypothèques possédées par l'étranger au Canada sont évaluées à:

	R.-Uni	E.-Unis	Total
Terres.	\$100,000,000	50,000,000	150,000,000
Hypothèques.	85,000,000	25,000,000	110,000,000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$185,000,000	75,000,000	260,000,000
Autres pays			65,000,000
			<hr/>
			\$325,000,000

Si nous totalisons les résultats des divers tableaux ci-haut, nous obtenons:

	Roy.-Uni	Etats-Unis	Autres pays	Total
Fin. publiques	\$ 456,000,000	\$ 701,000,000	\$ 5,000,000	\$1,162,000,000
Util. publiques	941,000,000	542,000,000	189,000,000	1,672,000,000
Industries	308,000,000	1,105,500,000	66,000,000	1,479,500,000
Terres et hypo.	185,000,000	75,000,000	65,000,000	325,000,000
	<u>\$1,890,000,000</u>	<u>\$2,423,500,000</u>	<u>\$325,000,000</u>	<u>\$4,638,500,000</u>

Enfin le tableau suivant compare la situation avant et après la guerre :

	1914	1923	Augmentation
États-Unis.....	\$417,143,220	2,423,500,000	2,006,356,780
Angleterre.....	1,860,000,000	1,890,000,000	30,000,000
Autres pays.....	139,589,650	325,000,000	185,410,350
	<u>\$2,416,723,870</u>	<u>4,638,500,000</u>	<u>2,221,767,130</u>

Dans son ensemble, le capital étranger au Canada a donc augmenté, au cours des dix dernières années, de 100% à peu près. Durant le même temps, les placements anglais demeuraient stationnaires et ceux des Américains augmentaient de 600%.

Le statisticien du Dominion évaluait, il y a quelques années, le Canada à \$19.5 milliards. Tenant compte du rajustement d'après-guerre, le *Financial Post* ramène ce chiffre à 17 milliards. Dans le premier cas, l'étranger posséderait plus du cinquième de notre pays; dans le second, plus du quart. Le montant global des capitaux engagés dans l'industrie canadienne s'élevait en 1920 à \$3,430 millions. En supposant qu'il atteigne aujourd'hui \$4 milliards, l'étranger en posséderait au-delà du tiers. Par ailleurs, Harvey-E. Fisk, du Bankers Trust de New-York, estimait l'an dernier à \$1.5 milliard les placements américains dans l'industrie canadienne, ¹ ce qui concéderait plus du tiers de celle-ci à nos voisins et près de la moitié à l'étranger. Enfin, remarquons l'importance du capital anglais dans nos chemins de fer; les capitalistes d'outre-mer com-

mandent ainsi chez nous un poste stratégique de première importance.

Il resterait à établir dans quelle mesure les placements étrangers dans notre pays sont compensés par les placements canadiens à l'extérieur. Quel serait le solde à notre débit si un jour ou l'autre, le Canada liquidait ses comptes? Il y a tout lieu de croire qu'il serait passablement lourd.² Mais il n'est pas question de liquidation; la présence de près de de \$5 milliards de capital étranger au pays nous intéresse seule pour le moment. Quelle que soit l'influence de notre capital à l'extérieur, nous n'en sommes pas moins travaillés intérieurement par l'or étranger et c'est ce qui importe. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que les Américains, surtout depuis quelques années, pénètrent chez nous à grande allure; la vitesse avec laquelle ils avancent ne tardera pas à leur donner, s'ils ne l'ont déjà, la haute main sur l'organisation économique du pays. Il ne suffit pas de voir ce qui est fait; il faut regarder ce qui se fait.³ Le problème est assez sérieux pour qu'on s'en occupe.

* * *

Jusqu'où l'importation du capital étranger est-elle un bienfait? Quand devient-elle un danger? Posons en règle générale qu'elle est avantageuse aussi longtemps que la masse du capital importé ne dépasse pas le pouvoir d'assimilation du pays importateur, ou, en d'autres termes, aussi

¹ Soumis au statisticien du Dominion, ces chiffres n'ont pas été rejetés, ce qui indiquerait que les statistiques fournies par le *Financial Post* sont en deçà de la limite. Harvey-E. Fisk estime en effet à \$5,250 millions le total des capitaux étrangers au Canada.

² Le *Financial Times*, estimait récemment à \$400 millions à peu près nos placements à l'étranger.

³ C'est ce qu'oublient la plupart des journaux qui traitent de la question.

longtemps que le capital étranger, "dans les entreprises qu'il fonde ou qu'il assiste, ne prend pas la place du capital national", reste subordonné à celui-ci et peut, par la force des conditions ambiantes, être amené à concourir au bien public. Mais autre chose est d'énoncer la formule et d'en déterminer la portée pratique. Bien des particularités conditionnent le pouvoir d'absorption d'une contrée et peuvent, suivant les circonstances, revêtir une importance de premier ordre, exercer une action prépondérante. Il est certain d'une part, qu'un pays comme le nôtre, jeune, peu peuplé, possédant un vaste territoire et des ressources abondantes à mettre en valeur, a besoin du secours financier de l'étranger pour assurer son essor, parfaire son outillage, compléter son organisation économique. Mais il est également incontestable, d'autre part, que moins est avancé le développement de ce pays, plus faible est son organisation, moins forte sera sa résistance aux influences de l'extérieur. Si des civilisations anciennes se sont transformées, ont perdu leur caractère initial sous la poussée des infiltrations étrangères, par l'introduction lente et pacifique, dans leur organisme, d'éléments nouveaux, à quel danger n'est pas exposé un peuple en voie de formation, ne possédant pas encore de physionomie nationale nettement caractérisée, s'il est, comme le nôtre, pénétré de toute part par les imprégnations les plus diverses, et souvent les plus violentes? Un bon ami de notre pays, M. Louis Arnould, nous en avertissait dès 1913: "C'est précisément à raison de sa grandeur et du manque de coordination de ses divers membres, écrivait-il, que le Canada devrait aller beaucoup plus lentement en besogne et se donner plus de soin pour absorber chacun des éléments nouveaux qu'il reçoit. Si vigoureux soit-il, un corps n'a jamais pu s'assimiler de gros éléments étrangers qui finissent toujours par le faire périr. Ce n'est pas par une nutri-

tion monstrueuse qu'un organisme se fortifie ni qu'une patrie se fonde."⁴ Il est vrai qu'en parlant ainsi, M. Arnould songeait surtout à la longue théorie des immigrants de toutes nuances qu'il avait vus débarquer sur nos bords. Mais il n'y a pas de délimitations précises entre la vie économique, la vie politique et sociale d'un peuple; elles s'enchaînent et se complètent, elles réagissent l'une sur l'autre. Ce qui est vrai du capital humain l'est autant du capital espèce, instrument passif en soi; arme puissante entre des mains hostiles.

Le capital importé chez nous depuis 25 ans, les chiffres cités plus haut l'indiquent, l'a été en majeure partie en vue de développements industriels. L'abondance et la diversité des ressources naturelles réunies sur notre territoire nous ont en quelque sorte donné le vertige; nous avons cru que ce ne serait pas trop de tous les capitaux disponibles dans le monde pour les mettre en valeur. De là nos signes à droite et à gauche, nos invitations pressantes aux capitalistes étrangers. Or, c'est devenu un lieu commun d'affirmer aujourd'hui que l'industrialisation du Canada s'est effectuée sans méthode, et, eu égard au chiffre de notre population, trop rapidement. Des troubles d'ordre social et politique en sont la conséquence.

La grande industrie est centralisatrice par nature; elle recherche pour s'implanter, vivre et se développer, la proximité des ports de mer, des voies directes de communication. Sous l'impulsion du mouvement industriel du début de ce siècle, nous avons vu surgir sur notre territoire des grands centres, des villes immenses dont le peuplement s'est effectué au détriment des campagnes. Aujourd'hui l'équilibre est brisé, ou bien près de l'être, entre l'élément urbain et l'élément rural de notre population. C'est un

⁴ "Nos amis les Canadiens."

mal. Pour peu qu'elle continue à sa vitesse présente, l'industrialisation du Canada menace de lui faire perdre, d'ici quelques années, son caractère de pays agricole que, dans son meilleur intérêt, il devrait conserver longtemps encore. Cette transformation soudaine met en péril la stabilité économique du pays, l'expose aux conséquences les plus désastreuses des crises et périodiquement le fait passer par de profondes dépressions dont il ne se relève que difficilement. Rappelons simplement que, toutes proportions gardées, au cours des dernières années, le nombre des faillites a été plus grand au Canada qu'en tout autre pays.

Au demeurant, la période d'avant-guerre, l'âge d'or du Canada comme on l'appelle, a-t-elle été aussi prospère qu'on se plaît généralement à le proclamer? Oui, si l'on s'arrête au nombre des usines nouvelles. Le capital humain compte-t-il pour rien dans l'organisation d'un pays? Or, n'est-ce pas au cours des mêmes années qui ont marqué dans l'industrie canadienne une augmentation de 600%, que nous avons enregistré le plus complet échec de notre politique d'immigration et, à la fois, un coulage ininterrompu de notre population indigène? Ce phénomène tient sans doute à des causes diverses; il reste toutefois qu'il est intimement lié aux conditions économiques de notre pays, qu'il est l'extériorisation d'un mal interne, d'un vice d'organisation. Comment expliquer qu'un pays jeune, plein de promesses pour l'avenir ne puisse garder son capital humain si les conditions de vie y sont faciles et avantageuses?

Dépeuplement des campagnes et entassement dans les villes aux époques de prospérité industrielle, fuite du capital humain et déperdition de nos forces vives aux époques de dépression, tel est en résumé le phénomène qui, du point de vue social, a accompagné l'industrialisation du Canada.

Dans le domaine politique, le processus de notre développement économique a fait naître des problèmes non moins graves que les précédents et sur lesquels ceux d'entre nos hommes publics qui s'arrêtent encore à penser, ne se penchent pas sans inquiétude. Nous avons compté, dans notre précipitation à tirer parti de nos ressources naturelles, sans le facteur humain et la possibilité des conflits d'intérêts, croyant qu'il suffirait de relier par des voies ferrées, construites à coups de millions, quelques provinces taillées au hasard dans un vaste territoire pour assurer entre elles l'harmonie et la concorde. L'expérience prouve aujourd'hui notre erreur. Des quatre coins du pays des revendications s'élèvent, impérieuses, contradictoires. Sous l'impulsion coordonnée du capital étranger et du capital national, l'Est est en voie de devenir l'atelier du pays; l'Ouest forcément en demeure le grenier. Ces attributions différentes donnent lieu à des disputes acerbes, à des réclamations et à des plaintes que nos compatriotes de l'Ouest confient à tous les échos et qui ne manquent pas d'en éveiller jusqu'au sein des assemblées parlementaires. De toutes les causes de désagrégation qui s'attaquent à la stabilité politique du Canada et la mettent en danger, la rivalité d'intérêt entre l'Est et l'Ouest n'est ni la moins puissante, ni la moins irréductible.

La situation dans laquelle nous place le voisinage des États-Unis ajoute à la gravité de nos difficultés domestiques. La nature a voulu que, du point de vue géographique, le Canada ne soit que le prolongement d'un pays immense, aussi grand que le nôtre et plus riche, qui nous dépasse de toute la puissance de ses 110 millions d'âmes et de sa formidable organisation économique. Mais, à raison même de l'avance prise sur nous par la république voisine, la continuité territoriale ne devait pas être longtemps l'unique

côté par lequel le Canada s'y rattache. A mesure que le temps recule il semble, en effet, que les bornes indicatrices de la frontière perdent de leur signification. La tendance est au nivellement entre les peuples dont l'un habite au nord et l'autre au sud de la ligne 45e: nivellement économique qui entraîne malheureusement le nivellement moral, l'un et l'autre nous acheminant, si nous n'y prenons garde, vers l'unité politique.

Cependant qu'au cours des dix dernières années les placements anglais au Canada demeuraient stationnaires ou à peu près, les Américains y multipliaient les leurs et en augmentaient le total dans le rapport de 1 à 6, de \$417 millions à \$2,423 millions. Or, nous savons que les Américains poursuivent aujourd'hui par le prêt, le contrôle financier et le trust une campagne de conquête et d'accaparement économique d'autant plus effective et dangereuse que pacifique. La plus grande république démocratique du monde n'est pas sans prétentions impérialistes; elle obéit aux tendances de notre époque et imite l'exemple des grandes puissances européennes. Leurs ambitions politiques, nos voisins ne les cachent plus; la façon dont ils tentent de les réaliser ailleurs, en Amérique latine notamment, devrait suffire à nous tenir en éveil. Le dollar est leur arme, et le peuple qui monopolise à l'heure actuelle 48% des réserves d'or du monde, entend bien s'en servir pour propager ses idées et étendre son influence. Il veut dominer sur le Pacifique et à cette fin, il rêve d'une vaste fédération englobant les deux Amériques et dont Washington serait le centre et la tête.

La grande porte ouverte à l'affluence du capital américain au Canada, c'est l'industrie et le commerce. Les chiffres cités plus haut démontrent abondamment que nos voisins savent l'utiliser à l'occasion. La plupart de nos indus-

tries, et les principales, s'alimentent à forte dose à la source du capital américain. Démesurément riches, nos voisins ne demandent pas mieux que d'accéder à nos demandes. Ils prennent d'ailleurs eux-mêmes le pas et viennent s'établir chez nous chaque année plus nombreux. De 1919 à 1923, 700 maisons américaines ont ouvert ici des succursales de fabriques ou de comptoirs.

S'affranchir des règlements de douane, s'assurer les avantages commerciaux que procure notre tarif de préférence à l'Angleterre, disposer de leur or en des placements sûrs sont les raisons avouées de la pénétration économique des Américains au Canada. Il n'en reste pas moins vrai que la présence ici d'établissements industriels d'origine américaine rend la concurrence plus étroite, partage notre propre marché, propage le goût de l'article étranger, et tous les jours nous rapproche un peu plus de nos voisins. Systématiquement, ceux-ci nous refoulent et prennent notre place dans tous les domaines de l'activité économique. La pénétration s'opère de partout et il est peu de points intéressants de notre territoire que l'Américain n'ait déjà visités avec l'intention d'y planter sa tente. Périodiquement, nous consentons de nouvelles concessions; l'état de sujétion dans lequel nous vivons vis-à-vis des Américains nous interdit pour ainsi dire toute tentative de réaction. Nous subissons, ne sachant plus faire mieux, et le coin s'enfoncé, le dépouillement continue, quasi irrésistible.

Or, la perspective d'un bénéfice pécuniaire alléchant est-elle seule à motiver cet envahissement? Les raisons énumérées plus haut ne servent-elles pas de paravent à quelque autre projet? Il est bien permis de se le demander. N'y a-t-il pas lieu de craindre que l'entrée en masse de l'or américain chez nous ne soit que le prélude d'une autre invasion préméditée et devant se produire à son heure?

L'influence économique des Américains dans notre pays ne servira-t-elle pas un jour ou l'autre à y étayer leur domination politique ? Les faits de tous les jours nous en préviennent. Le pis est que nous nous habituons à cette idée ; il en est même qui s'en réjouissent. Ainsi, un journal financier de Toronto, ⁶ apparemment sans se rendre compte de la gravité d'une telle situation, en tous les cas sans une ombre de mélancolie, notait, il y a quelques semaines, en parlant du creusage du S.-Laurent, que le gouvernement fédéral canadien serait forcé de coopérer au projet, non seulement parce que l'Ontario l'exige, mais encore et surtout parce que de l'autre côté de la frontière, un mouvement se prépare qui, s'appuyant sur l'élément américain au Canada, pèsera sur la volonté de nos gouvernants et les obligera à participer à l'entreprise. Il ne s'agit sans doute pas de s'exagérer l'importance d'une telle déclaration ; mais il ne faut pas non plus, sous prétexte de ne pas vouloir à dessein noircir le tableau, tenter, par des arguties de langage, d'en atténuer la couleur sombre. Si à certains égards, les faits peuvent avoir quelque signification, celui-là n'en manque assurément pas. ⁷

Il en manque d'autant moins que l'état d'esprit qu'il révèle se développe dans un pays où les dissensions intestines règnent depuis 150 ans à l'état endémique, où tout est

⁶ *Financial Post*.

⁷ Voir *Gazette* du 11 février, 1824 un article de F. D. Barnjum intitulé "La route du S. Laurent" "Si un nouveau témoignage que le Canada est en voie d'être vendu armes et bagages aux États-Unis est nécessaire, la réponse du gouvernement canadien aux avances de Washington concernant le creusage du S.-Laurent nous l'apporte... Si les mots ont un sens, cette réponse signifie que nous nous apprêtons à laisser aux États-Unis la haute main sur le territoire situé au sud du fleuve. Quand nos voisins contrôleront la rive sud, combien leur faudra-t-il de temps pour occuper la rive nord !" L'emprise américaine n'est donc pas une fable et on la redoute en d'autres milieux, que le nôtre !

prétexte à querelles politiques toujours recommencées, jamais terminées, où le démagogisme fleurit si le patriotisme, plante moins robuste, n'a jamais pu s'accommoder des rigueurs de notre ciel, où la population se compose de groupements différents par l'origine, la mentalité et les aspirations, également jaloux de leur intégrité ethnique, et dont au surplus, les intérêts matériels se heurtent en des conflits quotidiens. Il en a d'autant plus, que chez nous, nul événement n'est si grave qu'il puisse susciter une émotion capable de courir de l'Atlantique au Pacifique, que la division règne en permanence et semble être la règle unique de notre vie; que des groupes en présence, l'un (qui n'est pas le nôtre) s'efforce par tous les moyens d'arracher à l'autre ses droits et ses prérogatives, et que précisément ce groupe qui veut tout modeler à son image, est celui dont le pays tout entier a le plus à redouter de sa versatilité quand ce n'est pas de sa bassesse démagogique.⁸

Enfin, il est un troisième aspect du problème, qui pour n'avoir peut-être qu'une valeur théorique, n'en mérite pas moins d'être présenté. Même en faisant abstraction de tout ce qui précède, c'est-à-dire de l'invasion américaine et de nos difficultés intérieures, le "status" politique du Canada ne nous commande-t-il pas la prudence en ce qui concerne le capital anglais? Si l'histoire se répète, comme on l'affirme, notre pays devra un jour ou l'autre parvenir à l'émancipation politique. Ce résultat toutefois implique une évolution continue et le relâchement graduel des liens qui nous retiennent dans l'Empire. Or, plus lourde sera la masse du capital anglais chez nous, plus lent sera notre acheminement vers le relèvement de la tutelle britannique.

⁸ Banquets de bonne entente et campagnes insidieuses de certains journaux anglais de la province voisine. Le dernier homme et le dernier sou canadiens à l'Angleterre; le fleuve S. Laurent aux États-Unis. Voilà pour illustrer les palinodies de nos associés.

Notre ferveur impérialiste pourra se refroidir avec les années; il y a beaucoup à présumer que le noble Lord qui a son mot à dire dans l'administration de nos chemins de fer, ou qui de Londres ou d'ailleurs, dirige quelque vaste entreprise industrielle au Canada, ne change d'idée. Il aura pour faire valoir son opinion l'appoint de ses millions. On objectera peut-être qu'il est bon que le capital anglais fasse contrepoids à l'influence de l'or américain dans l'organisation économique de notre pays, comme s'il était opportun, pour faire oublier la douleur que cause un mal nouveau, de rouvrir une vieille plaie. Ne craignons-nous pas qu'à continuellement charger cette balance dont nous sommes le pivot, nous ne finissions par être écrasés? Ce serait, ce nous semble, un assez maigre sujet de consolation de songer, une fois dépouillés, que de notre patrimoine, les Anglais ont eu une part aussi grande que les Américains.

Dans la province de Québec, les arrivages ininterrompus de capital étranger posent un problème qui, à raison même de sa complexité, sollicite notre attention immédiate. De tous les dangers qui nous entourent, il n'en existe peut-être pas de plus agressifs. Que l'industrialisation à outrance de notre province par le capital étranger nous dépouille de nos biens et s'attaque ainsi à la base de notre prospérité future, la preuve en est fournie par le fait que, peuplant aux 4/5, et dans des conditions toutes particulières une des provinces du Dominion les plus riches et les plus industrialisées, nous n'avons pas encore d'organisation économique intégralement française. Néanmoins, pour plus de précision, donnons un exemple.

La forêt est une de nos principales richesses. C'est une ressource qu'il nous faut exploiter, mais rationnellement, avec ménagement, non pas seulement à cause de sa valeur intrinsèque que nous avons intérêt à perpétuer, mais

aussi à cause de l'influence que la forêt exerce sur l'agriculture, le régime des eaux, etc. Or, grâce à notre politique de concession sans recours, Anglais et Américains, au cours des dernières années, se sont fait concéder à l'envi de larges tranches de nos réserves forestières, ont élevé des usines et des fabriques à la lisière de nos bois et s'y sont livrés à une exploitation telle, qu'ouvrant les yeux aujourd'hui, nous en redoutons l'épuisement prochain. De 1920 à 1923 les Américains ont placé au Canada \$250,000,000 dans la fabrication du papier. Cette industrie, en grande partie localisée dans la province de Québec, étant à l'heure actuelle une de celles qui consomment annuellement le plus fort volume de bois, il est assez facile d'imaginer dès maintenant qui profite de l'épuisement de nos forêts et qui en souffrira demain.

L'accaparement de nos ressources par le capital étranger ajoute continuellement à la puissance des intérêts opposés aux nôtres. Sur le terrain économique, nous nous heurtons à une force organisée depuis longtemps, compacte, et, sous des dehors bienveillants, unie dans la détermination de briser tous nos élans, d'entraver notre relèvement et, si possible, de nous réduire au servage. Quelles difficultés ne rencontrent pas ceux des nôtres qui, dans la direction de leurs affaires, s'inspirent ouvertement d'une pensée de patriotisme canadien-français? Avec quelle farouche énergie la caste financière anglo-saxonne, dont nous dépendons, ne mobilise-t-elle pas ses forces pour barrer la route à celui d'entre nous qui a le courage de ses convictions et la fierté de son sang? Les chances déjà sont inégales; elles nous deviendront de plus en plus défavorables à mesure que de nouveaux apports de capitaux viendront gonfler la caisse de nos adversaires, multiplier leurs moyens d'action et consolider leurs positions. Chaque arrivage de capital étranger dans notre province signifie le recul du jour où notre natio-

nalité pourra enfin secouer le joug économique qui lui pèse aujourd'hui si lourdement.

La disproportion entre nos moyens et ceux de nos concurrents grandit d'autant plus vite que tout accroissement de la puissance étrangère entraîne un affaiblissement corrélatif de la nôtre en faisant servir contre nous des forces qui normalement devraient servir pour nous. Nous possédons une main-d'œuvre habile qui, grâce à sa discipline religieuse, joint à l'intelligence un sens moral élevé. Ce pourrait être un élément de progrès si la création de notre force ouvrière ne s'était pas effectuée jusqu'ici au dépens de la classe agricole. Dans les conditions présentes, c'est un pis-aller. Nos gens quittent la campagne, abandonnent la terre qui a permis à notre race de survivre pour s'engouffrer dans les villes et prendre place dans le défilé des travailleurs mercenaires soumis, dix heures par jour, à la tutelle d'un patron étranger plus soucieux des intérêts de sa bourse que du bien-être de ses ouvriers. C'est l'asservissement des fils de la race aux capitalistes métèques. L'intelligence du travailleur canadien-français contribue à enrichir les autres à notre détriment.

Notre main-d'œuvre ouvrière peut être une force sociale; mais à la condition qu'elle soit contenue et organisée. qu'elle ne reçoive pas son mot d'ordre d'Indianapolis, car, dans ce cas, nous ne savons plus quel jour cette force se tournera contre nous. Or, plus grande sera la puissance de l'étranger, en particulier de l'Américain, dans notre province, plus il sera difficile de conserver à nos syndicats ouvriers leur caractère national. Il suffira qu'au virus du syndicalisme international qui a déjà déformé bien des consciences ouvrières, s'ajoute l'action concertée des pouvoirs d'argent décidés à éteindre définitivement en nous même les plus légitimes aspirations.

L'épargne populaire est la dernière ressource sur laquelle un peuple puisse compter pour secouer le jour étranger et organiser sa vie économique. Or, depuis longtemps, chez nous, des institutions étrangères ont pratiqué le drainage des écus; elles ont vécu de nos deniers, s'en sont engraisées pendant que nos propres institutions végétaient et ne parvenaient qu'après de nombreuses années à prendre leur essor. Implantées au centre, maisons de courtage, banques, sociétés d'assurance anglaises et américaines, poussent leurs ramifications jusqu'aux extrémités de la province, récupèrent de partout les petites économies, les canalisent, les rassemblent pour les déverser ensuite dans la caisse des grandes entreprises industrielles ou commerciales étrangères. C'est une force qui nous échappe et travaille contre nous. Il ne faut pas oublier que si nous avons deux banques prospères, même puissantes,⁹ nous n'avons encore, quelques mutualités d'ailleurs florissantes mises à part, qu'une seule compagnie d'assurance sur la vie à opposer aux 20 ou 25 compagnies étrangères qui opèrent chez nous et allègent chaque année le bas de laine canadien-français de plusieurs millions. La même chose peut être constatée en ce qui concerne l'assurance contre le feu. La seule compagnie d'assurance incendie canadienne-française qui ait encore réussi capitulait l'an dernier devant les offres alléchantes d'une société américaine. A mesure que la puissance des étrangers grandit, la position de nos propres institutions devient de moins en moins tenable; elles abdiquent et la fissure reste ouverte par où s'échappe l'argent dont nous aurions tant besoin. Nos sociétés de fiducie sont mieux implantées; elles semblent décidées à ne pas se laisser circonscrivre, à résister à l'attraction de l'or étranger. Mais encore doivent-elles compter avec la puissance de leurs concurrentes, organisations géantes, qui, du centre de nos

places d'affaires, élèvent orgueilleusement leurs somptueux édifices et semblent défier les nôtres, beaucoup plus modestes, de ne jamais monter jusqu'à elles.

N'y a-t-il pas jusqu'aux cinémas et aux théâtres qui soient entre les mains de tous autres que nous. Les Juifs notamment y font de brillantes affaires. Et voilà encore une ouverture par laquelle, en sens inverse, passe un double courant: un qui sort, et ce sont nos économies qui s'en vont; un autre qui entre, et ce sont les mœurs légères d'importation américaine, les coutumes de toutes origines qui pénètrent notre organisme social, dissolvent la moralité publique, énervent la conscience populaire et défigurent l'âme de la race.

C'est ainsi que chez nous, l'organisation étrangère déjà forte et continuellement alimentée par de nouveaux apports de capitaux devient pour nos institutions sociales une véritable menace. Le marché, restreint est divisé et subdivisé. Dès leur origine, nos sociétés d'assurance ou autres sont vouées à une existence précaire, souvent éphémère. Elles ont, en premier lieu à supporter la concurrence de maisons similaires anglaises ou américaines implantées ici depuis longtemps ou, si récemment arrivées, possédant à l'extérieur un appui suffisamment solide pour leur permettre de consentir parfois de lourds sacrifices pour prendre pied au pays et vaincre la concurrence indigène; en second lieu, elles doivent surmonter l'apathie de nos nationaux qui par une singulière déviation de jugement, préfèrent dans bien des cas accorder leur faveur à l'étranger. Au reste, cette déplorable disposition de la clientèle canadienne-française à l'endroit de nos institutions nationales tient du fait qu'obligée durant

⁹ Resterait à voir jusqu'où le régime bancaire canadien, dont on dit si grand bien, nous est avantageux. Faudra-t-il s'étonner si un jour ou l'autre on se rend compte qu'une réforme s'impose de ce côté? Mais qui portera la main sur l'Arche sainte?

plusieurs années de traiter uniquement avec des maisons étrangères, elle s'est peu à peu habituée à l'idée qu'en matière financière ou simplement économique, il n'y a que les Anglo-saxons à qui elle puisse faire confiance. Évidemment un redressement s'impose; mais combien la tâche sera difficile si l'influence continue à grandir de ceux qui ont intérêt à ce que cet état d'esprit se perpétue?

Enfin, le renforcement continu de la puissance étrangère nous achemine fatalement vers la création, dans notre province, d'un sur-État économique, capable éventuellement d'imposer ses quatre volontés au pouvoir public. N'a-t-on pas dit déjà que l'autorité politique n'est chez nous qu'un instrument entre les mains de la haute finance? Certains faits ne semblent-ils pas corroborer cette affirmation? Pourquoi tant de persistance à poursuivre une politique de désistement en faveur de l'étranger? Pourquoi des invitations réitérées aux capitalistes anglais ou américains à venir nombreux exploiter nos ressources naturelles quand on ne fait rien pour garder nos gens sur la terre ou arrêter leur exode vers la frontière? Pourquoi tant de zèle à aider la grande industrie, cause du congestionnement des villes, quand on fait si peu pour favoriser le développement de la petite industrie rurale qui assurerait une plus égale et plus abondante circulation de la vie économique à travers la province.¹⁰ Pourquoi tant de capital étranger quand on laisse fuir le nôtre sans rien tenter pour le retenir et l'organiser? Pourquoi cette politique à courte vue qui perpétue la croyance que nous sommes un peuple inepte et incapable, quand on ne fait rien pour fixer et éclairer notre population flottante et indécise? Nos gouver-

¹⁰ Dans un des derniers numéros de son bulletin Canadien, l'économiste américain Babson, donne comme une des causes de l'instabilité du marché canadien, le congestionnement des villes et l'absence d'activités industrielles dans les campagnes.

nants subissent-ils donc l'influence d'une force occulte? La présence de sacs d'écus dans la caisse des partis serait-elle de plus d'importance que l'avenir d'un peuple?

A vouloir faire vite, grand et beau, à vouloir construire à l'aide de matériaux disparates, émanant de sources diverses, à laisser ainsi pénétrer librement le courant de capital étranger qui nous envahit depuis quelques années, ne répète-t-on pas dans notre province l'erreur commise il y a 25 ans dans tout le Canada, et qui mine aujourd'hui par la base la stabilité politique du pays?

Pour n'être pas de même nature, le danger est-il moins redoutable? La seule législature française d'Amérique ne forge-t-elle pas la machine dont elle sera demain l'esclave en favorisant l'accroissement dans notre province d'une puissance économique étrangère qui tôt ou tard se dressera contre elle?

"Ayons peur, ayons peur plus que jamais des succès trop rapides, véritables défaites, qui se soldent par la domination de l'étranger" et la perte de l'individualité nationale.

* * *

Il ne faut pas s'illusionner, les remèdes au mal que nous dénonçons aujourd'hui sont d'application difficile et ne peuvent donner de résultats tangibles que si nous savons persévérer et attendre. L'action directe est pratiquement impossible. Qui pourrait suggérer le moyen d'empêcher un étranger de s'établir chez nous ou encore, de se porter acquéreur, quand il lui plaira, des actions, cotées en Bourse, de l'une ou l'autre de nos compagnies à fonds social? C'est un vice du système; la porte reste ouverte de ce côté. Il nous faut occuper nous-mêmes toutes les avenues du domaine économique, nous emparer des ressources que l'étranger

vient exploiter ici, construire en marge de l'organisation existante, nous substituer à elle en nous efforçant de nous soustraire à ses coups.

A la fois l'ordre politique et d'ordre économique, le problème qui nous occupe en ce moment "peut se résoudre par de l'autorité, de la volonté et de l'action. Mais il faut que l'autorité soit instruite et obéie; la volonté, sûre d'elle-même, tenace, inaccessible aux arguments dilatoires et aux volontés adverses; il faut enfin que l'action soit préparée, organisée et dirigée au but sans à-coup ni restriction ni arrêt ni défaillance."¹¹ Comme toutes les questions d'intérêt national canadiennes-françaises, résoudre le problème de la pénétration étrangère dans notre province procède d'abord et surtout de l'éducation populaire. C'est à l'âme de la race qu'il faut aller; c'est elle qu'il faut réformer, sa mentalité qu'il faut refaire, la confiance en elle-même qu'il faut lui rendre; ce sont ses espoirs qu'il faut ranimer. Il ne s'agit pas uniquement d'un simple mouvement qui, s'étendant en surface, suscite une émotion passagère; mais d'une action continue qui, travaillant en profondeur, atteint la conscience populaire pour la redresser, l'éclairer, la marquer à l'empreinte du patriotisme, de la fierté nationale. L'action se dirige où souffle l'esprit. Si chacun d'entre nous était bien pénétré de l'idée que pour que la vie d'une nation soit abondante et généreuse, il faut que toutes les vies individuelles lui soient ordonnées, la libération économique du Canada français serait sur le point de s'accomplir car la plupart de nos problèmes nationaux trouveraient leur solution dans la volonté collective de continuer jusqu'au bout l'œuvre commencée. Hélas!

¹¹ Programme que Henri Godin traçait pour la France au printemps de 1922. De l'autorité! de la volonté! de l'action! que voilà des mots qui disent bien ce qui nous manque davantage!

nous sommes un peuple d'insoucians, résigné d'avance à porter tous les jous.

Et pourtant, l'histoire d'hier, les luttes d'aujourd'hui, les événements de demain nous commandent impérieusement de hâter le jour où notre nationalité pourra, pour autant que la chose est possible, se suffire. Sans laisser disparaître, et précisément pour empêcher que ne s'effacent les traits distinctifs de notre âme française, il importe qu'au centre de l'Amérique anglo-saxonne et matérialiste, nous nous mettions bientôt en mesure de nous défendre en usant de l'arme avec laquelle on nous combat. La richesse assujettie, mise au service de l'esprit, telle doit être notre formule; mais encore faut-il que nous nous pressions d'exécuter ce programme dans lequel tient peut-être l'avenir de notre peuple, car chaque jour voit se resserrer l'étreinte qui nous encercle, avive les convoitises dont nous sommes l'objet, ajoute aux difficultés qu'il nous faudra surmonter. Malgré la reprise des dernières années il nous reste beaucoup à faire pour couvrir le terrain perdu en un demi-siècle d'inertie. Quelques entreprises canadiennes-françaises ont progressé merveilleusement depuis une décade et sont une preuve de ce que nous pourrions faire si nous voulions agir avec ensemble. Mais entre elles le lien manque encore qui en ferait une force sur laquelle nous pourrions compter. Notre capital, inorganisé, fuit de toute part et c'est ce qui fait le péril de notre situation devant la marée envahissante de l'or étranger. Défaut d'unité, absence de cohésion, manque d'entente: caractéristiques d'un peuple dont l'âme ne sait plus vibrer au rappel du passé, dont la vie n'est plus traversée par un grand espoir, dont aucune vision d'avenir n'éclaire les préoccupations quotidiennes.

Éduquer, organiser, tout est là! Mais comment, suivant quelle méthode?

Nous n'entreprendrons pas de tracer un programme d'action, de dresser le plan selon lequel il faudrait construire. On nous permettra toutefois de remarquer que l'enseignement de la grande presse qui préconise, par le temps présent, le développement hâtif de l'industrie, prétendant résoudre du même coup toutes les difficultés de l'heure, y compris le problème agricole, semble bien apparenté au paralogisme. Est-il prudent de vouloir ainsi river le sort de l'agriculture à celui de l'industrie sans distinction quant à l'origine et à la nature de celle-ci? Dans une province comme la nôtre, de petite population et de vaste territoire, la culture du sol ne doit-elle pas être plus qu'une simple fonction de l'industrie manufacturière? Le dépeuplement des campagnes, l'émigration aux États-Unis sont des chocs en retour de notre politique économique des dernières années. Il faut nous organiser, c'est admis; mais à notre organisation, il faut une base large, solide. C'est en nous appuyant sur la terre que nous pourrions nous élever jusqu'à l'industrie et non pas inversement.

Or, la solution du problème agricole — voir les articles de M. Charles Gagné — est plus difficile en fait qu'en apparence et implique toute une série de réformes que nous avons trop longtemps négligées. Nous n'insistons pas, n'ayant pas l'autorité nécessaire. Reprenons simplement, pour terminer, une idée déjà vieille, mais mal comprise chez nous et dont, par conséquent, l'application n'a produit jusqu'ici que de vagues résultats, mais qui, étant donné les conditions particulières dans lesquelles nous sommes placés, semble bien réunir les solutions à la plupart des difficultés dont nous nous plaignons. Nous voulons parler des associations professionnelles, de la coopération sous toutes ses formes. La commission Linlithgow, constituée il y a quelques mois pour étudier les méthodes de vente et de reparti-

tion des produits agricoles en Grande-Bretagne et pour rechercher les moyens de réduire l'écart considérable existant entre les prix payés aux producteurs et exigés du consommateur, suggère, dans son rapport, la formation en coopérative des uns et des autres. Les coopératives de consommation sont d'ailleurs depuis longtemps répandues et florissantes en Angleterre. Au Danemark, la coopération agricole a permis aux cultivateurs de prendre pied sur le marché européen, de s'y maintenir et même de venir de ce côté-ci de l'Atlantique concurrencer, sur son propre marché, le producteur américain. Le fermier néo-zélandais, organisé, supplante, sur le marché impérial le fermier canadien. Au Canada, dans le Québec, nous avons surtout voulu faire de l'organisation coopératiste, comme d'à peu près toute chose, une pièce d'artillerie pour campagnes électorales. Partout ailleurs, la coopération est considérée comme une force; on en use et elle donne de bons résultats. Ici, elle en produit de médiocres, parce que dans un organisme qui, par définition, est un groupement, une association, on a introduit un principe de division : la politique.

Et pourtant, cette forme d'organisation économique semble bien être celle qui répond le mieux à nos besoins. Nul peuple, plus que nous, n'est dans la nécessité de grouper ses énergies. La coopération a une valeur éducative; vivant d'association, elle heurte l'individualisme. Quand nos gens auront bien compris qu'il faut s'unir, qu'il y a avantage pour chacun de soutenir son voisin et de s'appuyer sur lui, le gros de l'effort sera donné. Il suffira d'une direction intelligente pour arriver en peu de temps au but que nous souhaitons

"Notre capital n'est si faible que parce qu'il est inorganisé", écrivait très justement l'an dernier l'*Action française*. Cependant, si nous pouvons en retenir une partie et

la détourner vers nos propres œuvres, c'est grâce à l'existence de sociétés comme les Artisans, l'Alliance nationale, la Caisse nationale d'économie et quelques autres qui canalisent les petites épargnes et les font servir à notre avantage. Or, que sont ces sociétés sinon l'application du principe de mutualité, une forme de coopération ?

De même, si l'industrie laitière a progressé dans le Québec, nous le devons à l'association professionnelle. Pourquoi ne pas étendre le même principe aux autres spécialités agricoles ? Appliquée à la grande industrie, la coopération n'a encore donné nulle part, et pour des raisons qu'il est inutile d'énumérer ici, de résultats satisfaisants. Il reste toutefois qu'elle est applicable avec avantage aux organisations industrielles de petite et de moyenne envergure. Ne serait-ce pas le meilleur moyen d'activer dans notre province, partout où la chose est possible, l'épanouissement de la petite industrie rurale, de donner à celle-ci l'élan que tout le monde désire lui voir prendre ? La mise en conserve des fruits et des légumes est encore ici dans son enfance. Une coopérative solidement établie ne pourrait-elle pas promouvoir le développement de cette industrie, nous soustrayant ainsi à la dépendance de l'Ontario ? Ce n'est qu'un exemple, et pourtant c'est de cette façon, nous appuyant sur une base, procédant par étapes et avec méthode, que nous briserons les liens qui nous tiennent en tutelle, que nous fonderons notre prospérité future. Aux pouvoirs publics de susciter, de promouvoir, d'aider, ce qui ne veut pas dire s'ingérer, contrôler, tracasser.

De toute façon, un credo est nécessaire, une doctrine d'où se dégagent des clartés et des directions s'impose. "Au commencement de toute chose est le verbe", écrit Georges Valois. L'opportuniste est une politique simplement désastreuse. Pourrons-nous toujours vivre d'expédients ? La lourde influence anglo-saxonne nous enveloppe,

nous pénètre, nous travaille intérieurement. C'est un fait. Ne serait-il pas temps que ceux qui ont en mains l'orientation et l'avancement de notre peuple définissent leur attitude, adoptent un programme, agissent désormais suivant un plan préétabli, inspiré d'une idée, clairement, nettement déterminée, ne laissant aucune place à l'équivoque ou à l'alternative? Depuis assez longtemps, nous allons tâtonnant, plus ballotés que guidés, obéissant davantage à un sentiment instinctif qu'à une direction intelligente. L'heure est venue d'une action concertée vers un but unique: l'épanouissement de notre vie nationale. L'avenir du Canada français n'est-il pas au-dessus de toutes les brigues et intrigues de coterie?

Nous habitons un territoire qu'une nature généreuse a semé d'abondantes ressources. L'étranger nous les envie et s'en empare. Laisserons-nous faire, fermant les yeux, ou tenterons-nous de mettre nous-mêmes en œuvre les biens que nous possédons? Essaierons-nous de nous en assurer la possession future, et dans le Québec, d'occuper toutes les hauteurs, de commander tous les postes stratégiques? Grâce à Dieu, nous avons aujourd'hui le nombre; nous avons aussi l'argent. Savons-nous vouloir? Il nous reste — et c'est tout un programme, mais combien de fois énoncé — pour résister aux influences de l'extérieur et aux pressions de l'entourage, à parfaire notre organisation économique, à élever autour de nous cette muraille mouvante dont parlait il y a quelque temps un journaliste, muraille contre laquelle viendra se briser le flot des infiltrations étrangères, à l'abri de laquelle, dans le sens de ses origines, grandira le petit peuple issu de cette poignée de braves qui, il y a trois cents ans, traversaient l'Atlantique pour venir planter au centre de l'Amérique barbare, l'emblème unique de la véritable civilisation: la croix du Christ surmontée des armes de France.

Esdras MINVILLE.

UNE JOURNÉE CANADIENNE À BRUXELLES

A l'heure où ces quelques lignes parviendront aux abonnés de l'*Action française*, ceux-ci auront lu sans doute le texte même du discours de réception de M. Édouard Montpetit à l'Académie Royale de Belgique, discours qui chante encore assez bien dans ma mémoire, mais dont le résumé serait un hors-d'œuvre et l'appréciation une redite. J'ai cependant une chance de les intéresser que je veux mettre à profit: c'est de rappeler, au lendemain d'une fête si fructueuse pour notre race et notre pays, ce qu'était l'atmosphère de la salle, ce qu'elle devint surtout, et quelle révélation parut apporter à l'auditoire ce fier message qui vaut à lui seul un train-exposition. Ils comprendront mieux la générosité patriotique du jeune maître délaissant un moment ses tâches locales pour aller combattre au loin "l'ignorance créatrice" et promener le sécateur à travers une forêt de préjugés bienveillants.

Il est trois heures. Au dehors, par des caresses plus tendres, un beau soleil de mai cherche à se faire pardonner la venue tardive du printemps. Dans la grande salle du Palais des Académies, sa lumière tombe à plein du plafond vitré. Ce système d'éclairage a permis l'installation, au fond de l'estrade et sur les murs latéraux, d'immenses toiles signées des principaux maîtres flamands. N'étaient ces loges surplombantes, et une étroite galerie là-haut, on se croirait à Venise, dans une salle de conseil du Palais ducal où le Tintoretto put déployer à l'aise son génie amoureux des vastes ensembles; comme tout à l'heure, en écoutant le choc harmonieux des syllabes françaises, on se croira transporté sous la coupole de Mazarin.

Soudain tout l'auditoire est debout, silencieux: le roi Albert fait son entrée dans sa loge, accompagné du général Mercier et reçu par le directeur de l'Académie, M. Jules Feller. Ce dernier retourne sur l'estrade et prend le siège de la présidence, ayant notre compatriote à sa droite, et à sa gauche le second récipiendaire, M. Salverda de Grave, philologue renommé, professeur à l'Université d'Amsterdam. Outre les membres de l'Académie, on aperçoit de hauts personnages officiels: l'ambassadeur de France, celui des Pays-Bas, le ministre des Affaires étrangères, le commissaire de la Province de Québec. Mon voisin me signale la présence du vicomte Henri Davignon, tout rayonnant du succès mérité de son dernier ouvrage: *Les deux hommes*.

On a réservé pour la fin "le discours qui devait dominer par son fond comme par sa forme toute cette belle séance de réception." (*Le Vingtième siècle*, 16 mai). M. Montpetit sera donc la victime de cette savante organisation; pas un seul parmi les Canadiens présents, ne songe à l'en plaindre: tant de fois au Canada nous avons vu ce courageux sacrifié sortir triomphant de la même épreuve! Il y a là, face au Roi, dans la loge de madame Carton de Wiart, une jeune femme souriante qui ne paraît pas non plus très en peine au sujet de sa moitié exposée pourtant aux critiques de savants linguistes, de francs lettrés ou d'amateurs venus de toutes parts, de Malines, d'Anvers, de Gand, de Liège et de Louvain. *S'ils peuvent tenir! — Qui? — Les civils!* Les civils ont tenu. Nous avons écouté sans broncher trois solides harangues, d'un tour enjoué, pittoresque et très appuyé, comme en général tout ce qui émane de l'esprit belge ou hollandais. Il est vrai que le discours de bienvenue de M. Henry Carton de Wiart prépare les voies au récipiendaire, en transportant l'auditoire vers la terre pro-

mise, par des sentiers diligemment explorés. L'ancien premier ministre connaît et aime notre pays. Il a gardé de son passage à Montréal, le 24 septembre 1914, un souvenir ému qui vibre encore dans les paroles suivantes :

“Au “Monument National”, où nous fûmes conduits, des voix gouvernementales nous rendirent l'écho qu'avaient éveillé, en ce Dominion que nous avons cru si lointain, la loyauté de la Belgique et sa résistance à l'agression. Puis nous vîmes paraître à la tribune un homme encore jeune, au visage énergique et d'élégante stature, dont nous ignorions à ce moment jusqu'au nom. Sa voix chaude et sonore s'éleva dans cette langue française que nos oreilles, depuis quelques semaines, étaient déshabituées d'entendre. En un admirable discours, dont l'émotion exaltait à chaque phrase l'enthousiasme de l'auditoire, cet orateur, — c'était vous, Monsieur, — rappela quel avait été l'apport incessant de la Belgique au patrimoine de la civilisation universelle. Il évoqua la gloire de nos vieilles villes, il célébra nos initiatives dans le domaine de l'industrie, de l'art et de la pensée. Puis, face au présent, il salua, — de quel fervent hommage, — ce peuple tout à coup trahi, opposant son honneur à l'ultimatum du 2 août et les poitrines de ses soldats à l'agression d'une armée formidable. Cette Belgique, il l'appela “le pays du droit vengé, des libertés conquises, de la parole gardée.” “Nous ferons tout, continuait-il, pour que votre peine immense soit un peu apaisée par nous.”

M. Carton de Wiart fait un peu de géographie et vante aimablement nos hivers canadiens. Il résume ensuite à larges traits l'histoire de notre survivance, la situation des lettres canadiennes à l'époque de la conquête, le réveil qui suivit l'entrée au port de “La Capricieuse”, puis l'évolution de notre prose jusqu'à Chapais et de notre poésie jusqu'à Lozeau. Il énumère les titres du nouvel académicien, décrit sa compétence et ses activités en divers domaines très nombreux, — trop nombreux peut-être au gré d'une opinion publique qui ne conçoit le savant, le lettré et l'artiste que murés dans leur secteur, — et conclut que le choix de l'Académie s'est porté sur l'homme le plus représentatif du génie canadien.

Quelques instants encore et la preuve expérimentale en sera faite. Le nouvel élu, qui n'a rien perdu de son

calme habituel, se lève et commence d'une voix nette et vibrante la lecture de son discours. Ce Montpetit il rajeunit tout ce qu'il touche et jusqu'à ces vieilles formules de modestie par quoi peut s'exprimer sans remords l'orgueil des candidats heureux. Dès la première phrase, on le sent engagé sur la route des cœurs: à la troisième, les applaudissements fusent jusqu'au faite, commandés par le Roi. Il en sera de même à la fin de chacune de ses périodes *si majestueusement oratoires dans leur simplicité*. Je cite encore *Le Vingtième siècle*; mais les quotidiens de toute nuance vantèrent le lendemain *cette voix grave, chargée d'âme... ces admirables et profondes pensées... cet accent mâle, cette langue haute, sobre et magnifique*. Un autre dira: *cette langue pure et parfaite*. Étant de ceux qui n'en pensent pas moins, je vais me contenter à présent de discerner les aspects de la thèse qui ont paru impressionner davantage les auditeurs, à en juger soit par leurs chaudes ovations à l'orateur, soit par leur silence quand ils étaient émus jusqu'aux larmes, soit enfin par les remarques que j'ai pu recueillir à la sortie du palais.

Dans "Les gâtés de l'escadron", Georges Courteline entremêle, sur les lèvres des soldats, un argot déjà ancien, un autre plus moderne, puis l'argot militaire des dernières chambrées: le *sapin* (cercueil), *beseff* (beaucoup), *bath* (beau). Mais ce qui frappe davantage est une série abondante, quoique en somme peu variée, de formules drôlatiques où la langue est corrompue de diverses manières, surtout par voie d'abréviation. Or ces mauvaises façons de parler correspondent exactement pour la plupart au langage des Canadiens qui parlent mal. (*J'me lève pas, j'su malade — Où c'est q'nous allons l'fourrer? — J'peux pas l'mettre dans ma poche, all'est bourrée jusqu'à la gueule.*) Courteline n'est jamais venu au Canada. Il a cueilli ces perles et

combien d'autres de même orient, chez les copains en service venus de Paris et des diverses provinces. Vérité banale : il existe un mauvais français partout où l'on parle français et un anglais corrompu partout où résonne la langue de Shaekspeare. Sans descendre jusqu'aux détails parfois grotesques du parler populaire, M. Montpetit, sur un plan plus élevé, défend nos mérites, concède nos lacunes, plaide en notre faveur les circonstances atténuantes et sollicite un peu de pitié pour "les barbarismes qui n'ont pas eu l'honneur d'être fabriqués en France."

Parlant de la nécessité et du péril de l'anglicisme, c'est encore par comparaison avec la méthode française qu'il a justifié avec André Thérive et Rémy de Gourmont, nos procédés de francisation en matière linguistique. Une ironie flottante et parfois plus accusée, égaie ces divers passages. Certes l'orateur peut s'accorder cet aimable luxe, après avoir mis tant d'émotion à justifier ce filial respect qui nous porte à maintenir les vieux mots comme des débris de l'âme française, à écarter comme des signes de mort certaines fantaisies que tolèrent les grands critiques parisiens. Et l'assemblée de sourire, en multipliant les signes d'approbation. Des rapprochements suggestifs se font sans doute dans les esprits. Les Belges ont aussi leurs difficultés au sujet de la langue : elles ne sont pas d'ordre exclusivement politique et national. Tributaires en partie du latin, ils s'appliquent avec un bonheur inégal à walloniser certains mots que les Français de France n'accepteront jamais. Un louvaniste instruit disait en ma présence, pour indiquer la manière forte : "Ils ont agi *validement*". J'ignore aussi pourquoi l'on s'obstine dans la même classe à dire couramment : *Je soignerai pour ça*, au lieu de : *Je m'occuperai de cette affaire*. Par ailleurs j'aime assez *postposer la réunion*, plus légitime sans doute que *postponer*, entendu parfois au Canada,

et *rétroactes*, pour antécédents: les *rétroactes* d'un procès.

J'imagine qu'on avait hâte, en savourant "son accent charmant" (dira *La Nation belge* du 16 mai), d'entendre les explications du conférencier sur le caractère et les origines de notre accent national. Elles furent jugées des plus satisfaisantes dans leur drôlerie calculée. Foin des discussions sur l'accent tonique! On admet communément aujourd'hui qu'il existe pour le français, quoique moins net et moins réglé que dans les autres idiomes. Il s'agit ici de l'accent dans le sens populaire, c'est-à-dire de la façon de prononcer et surtout de moduler les mêmes syllabes, les mêmes mots, les mêmes phrases, et qui diffère de pays à pays, de province à province, à tel point, raconte plaisamment M. Montpetit, que deux Anglais, ayant appris le français, l'un à Brest, l'autre à Bordeaux, ne pouvaient plus réussir à s'entendre à leur rencontre au Havre! Auquel, parmi tant d'accents qui chantent à travers les rues et sur les labours de France, faut-il rattacher le nôtre? Vient-il des deux Charentes, du Finistère, du Calvados, ou de la Sarthe? Je l'ai bien reconnu et saisi à Rouen; mais j'en crois l'orateur, quand il déclare avec son brio habituel, secouant l'hilarité commune: "*Que voulez-vous, c'est un accent total, il les a tous été*"! Il reste néanmoins que c'est un accent un peu rude pour ce qu'il présente de ramolli. Et c'est sans doute pour avoir clamé trop longtemps, dans les circonstances que l'on sait, sa volonté de vivre. Corrigeons-nous.

Boileau un jour rendait compte à Louis XIV de l'impression produite par un sermon de monsieur Le Tourneur, prédicateur dénué de tout attrait physique et assez mal tourné: "Sire, quand il se dirigea vers la chaire, tout le monde disait: *Pourquoi y monte-t-il?* Et quand il eut fini son sermon: *Pourquoi en descend-il?*" Les lecteurs voudront bien m'en croire, si j'affirme que la deuxième question fut seule posée

à l'égard de M. Montpetit. *Déjà?* murmurait la foule, après neuf quarts d'heure d'audition, sous l'emprise quasi douloureuse d'une finale grandiose, désignée aux anthologies de l'avenir, tandis que l'académicien, très pâle, regagnait la coulisse, guetté à toutes les issues par ses compatriotes et par de hautes notabilités.

M. Montpetit devait aussi rencontrer ses nouveaux collègues à un dîner offert par le comte Carton de Wiart. Sa personne est un argument qui prolonge et stabilise l'effet de ses discours. Il est à présumer, du reste, qu'il sut mettre à profit ses vastes connaissances sur le Canada, sa population et ses ressources. En additionnant ces heures si fécondes pour notre race, on comprendra que j'aie pu intituler ce rapport "une journée canadienne."

M.-A. LAMARCHE, O. P.

Louvain, 17 mai.

LA SENTINELLE

La Sentinelle, le grand journal franco-américain dont nous avons déjà parlé, paraît depuis un mois à Woonsocket, R. I. C'est une feuille de belle allure, qui a tous les caractères de nos meilleurs journaux. Il faut compter sûrement parmi les signes les plus consolants du réveil national, ces fondations de journaux libres sur tous les points de l'Amérique française. Partout l'on s'est avisé qu'il n'y a point d'action où il n'y a point d'abord une grande voix de vérité; l'on s'est aperçu que pour mener un peuple vers la défense de sa vie et vers les œuvres constructives, il faut autre chose que les feuilles à tout mettre, nulles comme guides intellectuels, toujours à vendre comme une marchandise. Il faut des directives nettes, persévérantes; et ces directives, pour être efficaces, doivent être données par des hommes aux mains libres, sincères, ne prenant leur mot d'ordre que dans leurs consciences. *La Sentinelle* promet d'être cette voix de vérité, une excitatrice d'action nationale. C'est un journal libre, n'ayant que la cause connue à servir. *La Sentinelle* a pour directeur M. Albert Foisly, un journaliste de vrai talent que ses longs états de services dans les journaux indépendants du Canada français ont préparé à sa tâche nouvelle. Nous offrons au grand journal franco-américain de Woonsocket, nos meilleurs vœux de succès.

NOTRE PREMIER GRAND PRIX

C'est le samedi 24 mai, jour de la fête de Dollard, que fut proclamé le premier lauréat de notre Grand Prix d'Action française.

Nous avons dit, l'an dernier, que nous nous proposons de couronner "l'acte le plus méritoire et le plus fécond pour la défense de l'âme français en Amérique". L'"acte", avons-nous précisé, "que nous voulons honorer peut revêtir les formes les plus diverses: il peut être un dévouement momentané ou continu, une défense courageuse du droit, la publication d'articles, d'une brochure, d'un livre, la fondation d'une œuvre importante... etc." Le lauréat fut attribué, après une consultation générale, à M. le sénateur Belcourt, président de l'Association canadienne-française d'Éducation de l'Ontario.

Et, ce fut en une séance solennelle qu'il fut proclamé, en présence des plus hauts dignitaires ecclésiastiques et civils. Parmi les personnes présentes on remarquait: NN. SS. Béliveau, archevêque de Saint-Boniface, Hallé, vicaire apostolique de l'Ontario-Nord, Charlebois, vicaire apostolique de Keewatin, M. le maire Charles Duquette, qui avait accepté la présidence d'honneur de la réunion, M. Athanase David, secrétaire du Gouvernement du Québec, M. le baron de Vitrolles, consul général de France, M. le sénateur Bélique, M. Georges Gonthier, vérificateur général du Canada, M. C.-J. Magnan, visiteur général des écoles du Québec, le R. P. Charles Charlebois, O.M.I., le R. P. Hurlbut, représentant le séminaire de Joliette, le R. P. Filiatrault, recteur de l'Immaculée-Conception, le R. P. Edgar Colclough, aumônier général de l'A.C.J.C., M. Alphonse de la Rochele, délégué du comité central de l'A.C.J.C. M.

M. Charbonneau et Thouin, représentant les Voyageurs de commerce, M. Marius Guay, représentant la société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, le Dr Gustave Lacasse, représentant les sociétés Saint-Jean-Baptiste de Kent et Essex, les directeurs de l'Action française, etc.

S. G. Monseigneur Georges Gauthier, administrateur apostolique de Montréal, et M. Alexandre Taschereau, premier ministre du Québec, avaient tenu à exprimer par écrit leurs félicitations au lauréat. Et les sociétés nationales de toutes des parties du Canada et des États-Unis avaient également voulu lui témoigner leur admiration. Parmi les lettres et télégrammes reçus — au nombre de plus de 30 — relevons au hasard les noms suivants : l'association d'Éducation du Manitoba, l'association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan, la société nationale des Acadiens, l'Assomption, l'union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, au nom de ses 45,000 membres. Les témoignages de l'Ontario furent si nombreux que nous ne pouvons pas en donner la liste dans ce court article, les journaux les ont sans doute tous reproduits. Voici ceux qui nous sont parvenus trop tard pour être remis aux représentants des journaux : un télégramme de la Ligue des Patriotes et des recteurs de l'école Jeanne d'Arc de Windsor signé par M. Joseph de Grandpré, une lettre de la Révérende Sœur Marie-Eulalie, principale de l'école séparée de Sudbury, une lettre du cercle Dollard de Chatham, une lettre du Dr Parent, au nom des Canadiens français du comté de Kent.

Prirent la parole, le président actif, M. Arthur Laurendeau, qui affirma la nécessité d'un idéalisme fort, appuyé sur la tradition, et un patriotisme vécu. M. l'abbé Groulx, en proclamant le lauréat et lui offrant un médaillon de bronze à son effigie, œuvre du sculpteur Elzéar Soucy, rendit au président de l'Association d'Éducation d'Ontario

un vibrant hommage, l'appelant "l'homme d'un droit, la personnification d'un petit peuple"; l'orateur se réjouit que nous nous réunissions maintenant pour glorifier le dévouement à la patrie. M. le sénateur Belcourt fit un fort intéressant exposé de la lutte passée, présente et future des Canadiens français de l'Ontario; il dit ses espérances, mais promet aussi de garder ses positions et de maintenir son attitude "tant que justice ne sera pas rendue". M. le sénateur Dandurand, ministre dans le cabinet fédéral, et M. le sénateur Beaubien offrirent au lauréat l'hommage de ses collègues du sénat.

M. Victor Morin, président de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, exprima à son tour les félicitations des nombreuses sociétés nationales qui avaient adhéré à la collation du Grand Prix.

Pas n'est besoin d'insister sur les discours: les journaux, dans un mouvement de solidarité qui les honore, les ont déjà fait connaître; le *Droit* et le *Devoir* les ont reproduits textuellement. Notons ici un détail, qui fait apprécier l'écho prolongé généreusement donné par la presse à la manifestation du 24. Le compte rendu du *Droit* couvrit 14 colonnes; celui du *Devoir*, 12; celui du *Canada*, 6; celui de la *Presse*, 4 et celui de l'*Action Catholique*, une couple. La *Montreal Gazette* consacra à la fête une couple de colonnes, elle aussi, et la *Patrie* la souligna dans un premier-Montréal. Ce relevé peut paraître trivial; qu'on y voie l'expression de notre reconnaissance dans l'ordre du mérite. Et, comme il s'agissait en somme de la fête du *Droit*, le *Devoir* mérite une mention spéciale.

Anatole Vanier

AVIS IMPORTANT

M. Napoléon Lafortune nous ayant quittés, nous avons retenu les services de M. Bernard Archambault, diplômé de l'École des hautes études commerciales. On est donc prié de s'adresser à lui dorénavant pour tout ce qui relève de l'administration.

LES VINGT ANS DE L'A.C.J.C.

Voici vingt ans d'une histoire peu facile à étreindre en une formule. C'est le sort de tous les mouvements d'idée qui s'insèrent dans la complexité de la vie. Jaillis de sources souvent mêlées, rarement isolés en cours de route, rien ne les distingue plus dans le fleuve qu'ils ont formé.

L'on ne saurait dire du mouvement de la jeunesse de 1904 qu'il n'empruntait qu'à lui seul. Des idées nouvelles faisaient éclater les vieux cadres où s'enfermaient jusqu'alors toute pensée et toute activité. Avec la Ligue nationaliste l'idée nationale se réinstallait dans la politique. Avant cette Ligue la *Vérité* de Québec avait montré dans l'idée nationale et dans les principes du catholicisme, les normes suprêmes de notre vie publique. Du reste, depuis l'aventure politique de 1896 et la comédie des partis autour de la question scolaire du Manitoba, un profond désenchantement envahissait les meilleurs esprits. La foi aux politiciens commençait de mourir. Avant la Ligue nationaliste encore, des groupements indépendants s'organisaient pour la défense de la langue et des droits de la nationalité. A Québec, un homme d'action, l'abbé Stanislas Lortie, groupait autour de lui quelques auxiliaires et quelques disciples; il provoquait la naissance de la Société du parler français; et telle était la gravité des circonstances que ce qui devait être un bulletin philologique devenait une revue d'action française.

Depuis l'Association de la jeunesse, le courant d'idées d'où elle procédait s'est trouvé moins que jamais isolé.

Depuis vingt ans nous avons assisté au plus extraordinaire réveil patriotique qu'ait peut-être connu notre his-

toire. D'un bout à l'autre de l'Amérique française, une presse indépendante, d'esprit nettement catholique et français, s'est constituée de toutes pièces pour s'opposer aux forces de destruction. Un esprit nouveau s'est infusé dans les vieilles sociétés nationales; beaucoup de nouvelles sont nées sur les points menacés, la plupart pour la défense de l'école; quelques autres groupements de caractère purement professionnel ou social se sont jetés avec ardeur dans la mêlée. Des programmes, des hommes nous ont orientés vers la solidarité économique. Pour donner une sève à ces poussées nouvelles et quelquefois pour les susciter, des œuvres de réfection religieuse s'organisaient. L'on retournait avidement à l'étude du passé pour y chercher une flamme et une direction; notre enseignement public s'en trouvait renouvelé de haut en bas; et, sous ces souffles nouveaux, toute une littérature est en train d'éclorre. Oui, 1904 marque bien une époque de l'âme canadienne-française et ceux qui nient ce réveil, le font pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la vérité historique.

Si dans cette poussée de vie ardente et quelque peu touffue, où tout s'entr'aide et se soutient, il est difficile de dégager nettement une activité particulière, l'historien n'est pourtant pas sans ressources. Il peut toujours reconnaître, isoler ce qui n'appartient qu'à la jeunesse, et faire voir ce que, dans l'ordre de la pensée et de l'action, elle a fourni de proprement original.

* * *

Car la jeunesse de 1904 apportait vraiment quelque chose d'original. Jusqu'alors, peut-on dire, la vue politique, chez nous, absorbait tous les problèmes; la politique se subordonnait tout. Et nous n'avons nul besoin d'exposer

ce qu'une telle vue avait de borné et d'essentiellement désorganisateur. La formule politique, telle qu'elle prévaut dans les démocraties parlementaires, n'admet guère la hiérarchie des valeurs, l'ordre éternel des problèmes. Presque exclusivement confinée à l'ordre économique qu'elle entend mal parce qu'elle s'y enferme, elle ne touche aux ordres supérieurs le plus souvent que pour y faire du désordre. Obligée de compter avec toutes les passions divergentes, tous les caprices anarchiques du suffrage universel, la démocratie parlementaire ne peut se soumettre que par accident aux doctrines de vérité, à l'ordre intrinsèque des principes.

Pour la première fois en 1904 l'on offrait enfin à la jeunesse une formule pleine et cohérente où tous les problèmes s'ordonnaient dans la haute lumière de la doctrine catholique. Problème religieux, problème moral et social, problème national, problème intellectuel, économique, tous s'énonçaient dans leurs rapports avec notre pays et notre race, mais en se marquant leurs dépendances sous le signe de la foi.

Sait-on ce que cela voulait dire pour le jeune homme qui entrait dans la vie ? Les générations précédentes avaient vécu dans l'obsession de la seule politique. Il n'était point de moyen plus distingué, sinon plus honorable, d'employer sa vie. La politique devait mener à tout ; si elle n'était pas toujours une carrière par elle-même, elle était le couronnement de toute autre. Au jeune homme qui rêvait d'autre chose, c'est à peine si venait s'offrir une confrérie pieuse ou quelque secrète conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Mais avec le nouveau programme quel changement d'horizon ! Que nous étions loin des doctrines étriquées et fragmentaires des partis et des anciens chefs où les préoccupations d'ordre moral n'apparaissaient qu'aux

heures des congrès. La doctrine de la jeunesse catholique dépassait même celle de la Ligue nationaliste de tout ce que l'idée religieuse ajoute de lumières supérieures.

L'originalité de la nouvelle Association dépassait néanmoins ce programme doctrinal. Ce n'était point assez pour elle de faire penser juste et grand; mais encore voulait-elle qu'on mesurât son action aux formes de sa pensée. Tout chez elle tendait à l'action. C'est bien arbitrairement et par une déformation de la pensée des fondateurs, que des hommes essayèrent d'en faire quelquefois une congrégation de jeunes gens inoffensifs, passionnés de littérature et de débats académiques, bons tout au plus à donner l'exemple des vertus bourgeoises. Trois des groupes qui furent en quelque sorte les groupes précurseurs, portaient ces noms significatifs: "Les Combatifs", les "Ouvriers de la Nouvelle-France", l'"Action catholique". D'ailleurs toute la discipline de l'Association que résumait un mot des statuts, voulait préparer les jeunes gens "à une vie efficacement militante pour le bien de la religion et de la patrie". Mais voyez encore ce que cette discipline comportait d'original. Jusque-là la préparation à la vie publique se réduisait pour le jeune homme de chez nous, lettré ou non, à son enrôlement précoce dans les clubs politiques. Dans ces écoles où ne s'égarèrent que rarement les hommes de valeur et de tenue, le jeune conscrit devait subir le prestige de chefs sans culture et souvent sans morale; il se formait comme il pouvait, au hasard des conférences de passage, apprenant à manier les sophismes démagogiques, s'initiant surtout aux immoralités électorales. Au surplus l'ambition la plus commune était de s'égalier à ce type de politicien qui en a tant ravalé l'espèce et dont tout le courage et tout le talent sont faits de l'effronterie de son ignorance.

Avec la logique des œuvres sincères, l'Association imposa comme premier moyen de formation à la nouvelle jeunesse : l'étude. Elle en faisait même l'une des lois essentielles de sa vie. Nul groupement de jeunesse, quelle que fût d'autre part la correction ou la noblesse de ses buts, ne serait admis dans l'œuvre qui n'aurait accepté l'étude comme un devoir. Cette étude réunirait en plus les meilleures conditions de l'efficacité. Commencée dans la solitude de la chambre, elle trouverait le stimulant de l'achèvement en commun ; elle ne serait point faite au hasard et sans guide, mais sous la direction d'un maître qu'on espérait compétent et qui, presque toujours, serait un prêtre ou un religieux. D'ailleurs le programme doctrinal de l'Association devait protéger contre le caprice et la dispersion des efforts. Et par cette discipline rationnelle et vigoureuse l'on espérait donner aux jeunes hommes qui s'y soumettraient, non seulement la connaissance des problèmes généraux de notre vie publique, mais une vraie formation de l'esprit.

Car de ceux qui viendraient à elle, l'Association ne voulait point faire que des intellectuels, des hommes d'action au service de l'idée politique ou nationale. Mais sans rien négliger de ces fins, elle se proposait avant tout de former ce type supérieur d'humanité qu'est l'apôtre. Par delà l'horizon des intérêts humains et passagers, elle montrait la vocation apostolique de notre race et le salut éternel de la patrie. Aussi, parmi les objets d'étude plaçait-elle au premier rang, la science religieuse. Elle voulait, par là, donner aux esprits la science maîtresse sous laquelle s'éclaire tout le champ de l'intelligence. Mais un autre article de son programme manifestait sa volonté de pousser jusqu'au plein essor la personnalité humaine. A l'étude, elle joignait, en effet, comme moyen de forma-

tion, la piété; et, par piété, elle entendait surtout l'union du jeune homme et du Christ dans la croyance et la pratique religieuses, la vie de l'âme amplifiée, développée jusqu'aux proportions surhumaines par le ferment divin.

Et que voulait-elle avec cette culture d'âmes? D'un pareil entraînement l'Association ne pouvait-elle espérer la venue d'une grande élite pour satisfaire à ses plus hauts desseins? Par l'étude elle pourvoyait aux conditions humaines de l'action qui, pour être efficace, veut être précédée de clarté; par le développement de la foi vivante elle s'accordait avec les lois de l'apostolat surnaturel qui veut l'action de l'homme constamment unie à celle de Dieu et qui vaut ce que vaut l'apôtre. Mais ce qui frappe le plus en toute cette discipline, et nous voulons y insister: c'est la méfiance de l'Association pour l'action trop hâtive ou impréparée, c'est son grand souci de formation personnelle et de vie intérieure. Elle voulait même un équilibre constant entre la vie active et la vie intérieure, celle-ci se faisant le soutien perpétuel de celle-là. Mais qui ne voit ce que présentaient de nouveau de pareilles méthodes? Au lieu d'une jeunesse irréfléchie et avide de servages, s'offrant en funèbre holocauste à la politique, cette grande tueuse de talent et d'idéal, il y aurait désormais des jeunes gens qui, avant de se jeter dans la mêlée, commenceraient par se recueillir, par apprendre, avec la gravité de la vie, le respect des grandes causes; il y aurait une élite dont ce serait le premier métier de servir l'Église et sa race et qui prendrait dans sa foi le goût des fiers désintéressements.

Pourtant nous n'avons pas épuisé l'originalité de l'Association; elle suivait son disciple bien au delà de la veillée d'armes. Quand elle avait sacré le chevalier, elle lui ouvrait des cadres et lui donnait des chefs. Jusqu'alors, avons-nous dit, le jeune homme qui rêvait d'action chré-

tienne, devait poursuivre son rêve comme un solitaire, aussi perdu dans son isolement que nos rares travailleurs intellectuels. A cet isolé l'Association offrait son cercle d'étude appelé à devenir, de par sa fin même, un cercle d'action. Organisme tout simple, de construction facile, il se composait d'assez de membres pour être une force et d'assez peu pour rester à l'élite; il s'adaptait à toutes les jeunesses, à tous les milieux, le milieu lui-même devant, au reste, conditionner l'étude et l'action. Aussi l'espoir des fondateurs se le promettait volontiers: le pays se couvrirait bientôt d'équipes de studieux et d'actifs. Plus tard, quand les cercles se seraient convenablement multipliés, l'Association entreprendrait de les fédérer en des unions régionales. Mais tout de suite, en vue de constituer un corps puissant par l'unité de vue et de direction, elle imposait l'autorité d'un comité central. Et voilà que l'Association de la nouvelle jeunesse n'apportait pas seulement un superbe programme de vie, le seul qui fût à la mesure de notre foi; elle serait une école où le programme pourrait façonner des âmes; elle serait une force organisée qui traduirait sa vie en action.

* * *

C'était le rêve. Qu'en est-il advenu? Faut-il admettre ce jugement formulé l'autre jour: "qu'après vingt ans le rêve des fondateurs reste encore à faire"?

Il serait injuste de le contester: l'Association provoqua vers 1904 un véritable ébranlement parmi les jeunes. Ceux-là s'en souviennent qui vivaient alors au milieu de cette génération. La nouvelle formule de vie sollicitait les âmes les plus ardentes. L'idée eut le succès qu'atteste sa seule diffusion: presque tous nos séminaires, nos collèges, nos

grandes écoles, nos grandes paroisses eurent leur cercle d'étude. Pendant longtemps ce succès ne fit que grandir et, sauf en quelques régions peut-être, s'est à peu près maintenu. Il n'est que de lire certaines chroniques de journaux et particulièrement la "Voix de la jeunesse catholique de Québec", pour s'apercevoir que l'enthousiasme de 1904 fait encore frissonner beaucoup d'âmes d'adolescents. Pour ceux-ci comme pour leurs aînés, l'Association reste l'œuvre qui répond à leur besoin d'absolu dans l'idéal et dans le dévouement.

Mais alors est-il admissible que ce courant électrique ait traversé l'âme d'une génération sans y rien changer? Pour brève qu'ait été parfois l'existence de quelques cercles d'étude, de combien oserait-on dire qu'ils n'ont laissé après eux aucune trace bienfaisante? J'ai peur que trop habitués maintenant à certaines attitudes de nos jeunes gens, comme à certaine langue qu'ils parlent et le plus naturellement du monde, nous en soyons à croire qu'il en fut toujours ainsi. Peut-être aussi, pour estimer les résultats de cette œuvre, cherchons-nous trop uniquement les unités voyantes, celles qui comptent dans la vie intellectuelle, dans la mêlée économique ou politique. Et pourtant les individus d'élite existent eux aussi; rien n'est plus facile que de les trouver à la tête des œuvres. Et s'il serait excessif de prétendre que l'Association toute seule les a faits ce qu'ils sont, combien cependant avoueront que, sans elle, ils ne seraient point tout ce qu'ils sont?

L'Association elle-même, considérée comme groupe, n'a-t-elle pas derrière elle une œuvre qui atteint à la dignité de l'histoire? Combien d'idées opportunes, parfois même nécessaires, ses congrès auront contribué à fixer dans l'opinion publique! Que d'interventions décisives elle a su faire ou provoquer pour la défense de la langue ou de

nos droits scolaires! N'eût-elle, dans l'ordre national, que ses deux souscriptions en faveur des écoles françaises de l'Ontario, qu'elle y trouverait le témoignage de sa bienfaisance et de sa force. L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française est aujourd'hui au premier rang de ces sociétés indépendantes, d'esprit catholique et français, dont les forces coalisées n'auront qu'à le vouloir pour être la meilleure réserve de notre avenir.

Après cela, si elle n'a pu être autre chose, l'Association doit-elle en porter seule la responsabilité? Hélas, il semble bien que des causes plus puissantes que la volonté des hommes laisseront d'ici longtemps à la plupart de nos œuvres quelque chose d'incomplet et d'inachevé. Tout se ressent chez nous de l'effort gigantesque que notre vouloir-vivre doit soutenir contre un continent anglo-saxon. Tant d'assauts et de si formidables sont dirigés en même temps contre notre âme latine et catholique que la résistance est sans proportion avec notre nombre et nos ressources. Nous sommes pareils au roc en pleine mer, impuissant à parer toutes les vagues. Quand l'édification de notre seule vie intérieure absorberait de reste nos activités, nos meilleures énergies doivent se tendre dans une lutte épuisante contre l'ennemi du dedans ou de la frontière. Il y a tant à faire et par des manœuvres qui n'ont guère le temps de beaucoup faire, qui n'accordent et ne peuvent accorder aux œuvres de salut national que du travail surrogatoire.

Et ces œuvres elles-mêmes trouvent-elles l'appui dont elles auraient besoin pour que chaque effort se prolongeât et s'amplifiât? Pour affligeantes que soient ces vérités, il faut avoir le courage de les reconnaître: nous ne sommes plus un peuple qui vit sérieusement sa vie. Les hauts objets désintéressés, ceux qui maintiennent l'âme nationale dans les essentielles déterminations, ne retiennent plus chez

nous l'esprit populaire. Une presse niaise et amoral, la plus répandue et la plus lue, l'arrache à toute dignité de la pensée et du sentiment pour le tenir devant un cinéma sanglant et bouffon.

Rien n'a plus manqué, non plus, à la jeunesse que les soutiens dont elle eût eu besoin. Ce n'est pas tout qu'elle ait le goût de l'étude et de l'action; il lui faut encore des maîtres pour vivifier l'objet intellectuel et pour la guider dans son labeur. Comment n'a-t-on pas vu que l'œuvre de 1904 venait d'apporter la meilleure formule de vie catholique et de vie nationale? Comment n'a-t-on pas aperçu que le plus vaste champ et le plus fécond venait de s'ouvrir au zèle sacerdotal et que, dans cette œuvre où il aurait à diriger une jeune élite dans l'étude et dans l'action apostolique, le jeune prêtre trouverait son meilleur préservatif contre la solitude, le plus actif stimulant au travail, le plus noble emploi de sa vie?

Les maîtres laïcs, maîtres de vie intellectuelle ou de vie morale, se faisaient encore plus rares. Trop pris d'ailleurs par la besogne quotidienne, ils n'ont produit que des œuvres fragmentaires et de souffle court. Les meilleurs élans de la jeunesse n'ont pas été soutenus, portés par ces superbes courants de pensées qui entraînent irrésistiblement. Au plus grand nombre de ces maîtres ne manquait-il pas, d'autre part, une vue indispensable pour soupçonner l'importance d'un mouvement comme celui de l'Association? Pour les intellectuels de chez nous la doctrine catholique n'est pas l'orbe lumineux dont la place naturelle est au centre de l'esprit pour tout éclairer et tout vivifier; elle n'est pas l'indispensable pourvoyeuse de principes qui fournit à un peuple les lois infaillibles de la vie. Beaucoup, nous le savons, professent pour elle un grand respect, mais leur respect aboutit à ne la placer

haut que pour l'isoler. On lui reconnaît, de même, une influence bienfaisante sur les mœurs, mais elle n'est point la table d'airain où sont inscrites les lois souveraines de l'ordre intellectuel, économique et politique. C'est ainsi : dans une province qui aime à se proclamer l'un des pays les plus catholiques du monde, la doctrine catholique, la science par excellence, n'est pas, pour les intellectuels, objet d'étude. Loin de l'admettre pour un élément de culture, et le plus transcendant par son immatérialité même, on estime la science religieuse une science ennuyeuse et l'on porte fixée dans sa tête cette inconcevable synonymie. Voilà pour donner à réfléchir aux maîtres de notre enseignement secondaire. Mais qu'avec un pareil état d'esprit, l'on n'ait pas aperçu le rôle possible d'un groupement de jeunesse où la vue catholique prime tout, qui serait assez naïf de s'en étonner ?

* * *

La jeunesse qui, depuis vingt ans, a pu affronter ces obstacles et ces misères, ne doit pas se démettre aujourd'hui plus qu'hier. Sa raison d'être subsiste plus impérieusement que jamais. Son programme fondé sur la doctrine immuable n'a rien perdu de son opportunité ; seul il reste rationnel pour un peuple qui croit à la vertu du catholicisme. Pas plus aujourd'hui qu'hier, les anciennes formules politiques ne peuvent être celles de notre avenir, ou ne le seront que pour d'irréparables malheurs.

Puisque la jeunesse a la certitude d'être installée dans la vérité, le secret de sa force et de son prochain regain de vitalité, c'est de rester fidèle aux principes de son œuvre.

Que plus que jamais elle ait partie liée avec l'étude, au milieu d'une jeunesse qui souffre de toute autre chose que d'encéphalite. Puisqu'elle n'a pas à se prouver le rôle

éminent de la science religieuse, qu'elle s'y adonne comme toutes les jeunesses catholiques européennes. Ce ne devrait plus être une originalité chez nous qu'un jeune homme du monde se livrant à l'étude du dogme, de l'apologétique, voire de la mystique, puisque aussi bien l'on ne s'exclut de ces grands domaines intellectuels qu'au détriment de sa foi et même de son esprit.

Pour l'importance qu'elle accorde aux vertus de l'intelligence, que l'Association entreprenne résolument la conquête de la jeunesse lettrée. Je sais bien qu'elle doit rester ouverte à toutes les bonnes volontés et que les qualités morales l'emportent sur celles de l'esprit. Le don de guider, le pouvoir et la compétence du chef n'exigent pas moins, dans l'ordinaire de la vie, une intelligence d'élite. Qu'au surplus, elle sache repousser pour ce mot "élite" et pour la chose elle-même, la peur ou la répugnance des esprits vulgaires. Une élite n'est pas nécessairement un cénacle ni une chapelle avec ce que ces mots supposent de singulier et de borné. Dans le cas qui nous occupe, cela peut être aussi et cela ne peut être en vérité qu'un groupe où se fondent ensemble, avec la noblesse de l'esprit, la substance des traditions d'une race et la fleur morale du catholicisme.

Que la jeunesse ne s'étonne point de se voir recommander de pareilles tâches. Elle possède de grands et efficaces moyens pour tout entreprendre. En fondant l'habituelle fécondité de l'apostolat sur la valeur surnaturelle de l'apôtre, le Christ a voulu n'interdire aucune ambition aux âmes saintement audacieuses.

Puis, le temps n'est plus où la jeunesse pouvait se passer de grandes inquiétudes. L'effort de survivance que nous soutenons est effroyable de difficulté et d'audace. Tout indique que d'ici cinquante ans les grands événe-

ments se passeront en Amérique autant qu'en Europe. Placé entre la décomposition mexicaine et le chancelant État canadien, le colosse américain va réaliser son rêve d'hégémonie continentale ou succomber devant la menace grandissante du Pacifique. Le petit vaisseau de nos destinées devra traverser victorieux ces formidables remous. C'est donc l'heure, pour chaque âme, de se tendre jusqu'à sa plus grande puissance; c'est l'heure d'accrocher nos vies aux rêves les plus féconds, aux formules d'action les plus sûres et les plus pleines. Où borner l'espoir d'une génération qui voudrait être de large vision intellectuelle et de volonté hardie, pour embrasser nos problèmes dans leur totalité et dans leurs dépendances, avec l'ambition de les résoudre pleinement; qui voudrait compter avec le rôle des forces matérielles, en se souvenant pourtant des prérogatives d'une race latine et de toute race vraiment humaine; qui, au-dessus de l'intelligence maîtresse de la terre et de l'argent, apercevrait l'esprit de Dieu, la loi de son Évangile et ne voudrait réaliser que dans cette lumière souveraine l'ordre et le progrès de la patrie ?

Lionel GROULX, ptre.

LA MANIFESTATION A JEANNE MANCE

Grâce au zèle persistant de notre collaboratrice Mlle Marie-Claire Daveluy, chaque soir du 17 mai, l'Hôtel-Dieu de Montréal est le théâtre d'une très jolie manifestation en l'honneur de Jeanne Mance. L'éloge de cette grande "Montréaliste" est prononcé à la chapelle de l'hôpital; son monument est décoré; puis il y a réception par les religieuses où la fête s'achève dans la lecture de travaux historiques. Cette soirée où les principales figurantes sont les gardes-malades et où l'on évoque une si émouvante histoire, est d'une noble inspiration. C'est de la meilleure action française.

ÉCOLE DE FIERTE¹

La bibliothèque de l'*Action française* et l'œuvre de M. l'abbé Lionel Groulx s'enrichissent d'un nouveau livre. Il se rattache au "magistère de l'histoire, cette école de fierté."

"Notre maître, le passé"... M. l'abbé Groulx est depuis longtemps convaincu de la justesse de ce mot d'André Beaunier; il a fait de cette idée l'inspiratrice de ses études et de ses écrits. Ramenant toutes ses préoccupations, tous ses efforts à l'Église dont il est le prêtre et à la race canadienne-française dont il est le fils, M. l'abbé Groulx contribue à mieux faire connaître à ses compatriotes ce qu'ils doivent au catholicisme et les raisons de s'enorgueillir de leur nationalité. Les Canadiens français, pense-t-il, manquent de fierté. Ils en auraient davantage s'ils savaient mieux le commencement de leur race, les actes d'héroïsme, de civilisation rayonnante qui marquèrent son séjour en Amérique. Et M. l'abbé Groulx met en lumière ce passé glorieux.

Il se relie à la lignée des grands historiens par son souci de l'analyse, sa maîtrise des synthèses, sa facilité à découvrir sous les faits les idées, sous les événements les causes divines et humaines, sous les gestes l'âme de l'homme qui les projette sur l'horizon. La lecture de chacun de ses ouvrages fait comprendre la vérité de cette réflexion qui est de lui: "L'histoire ne conserve point le passé à l'état de matière inerte, stérilisée. Elle conserve et transmet de la vie; elle peut être un multiplicateur de forces." C'est plaisir de trouver à chaque page de son nouveau livre cette façon élevée et puissante d'écrire l'histoire.

¹ *Notre maître, le passé*, par M. l'abbé Lionel Groulx, Bibliothèque de l'*Action Française*.

Ces morceaux divers s'ajoutent aux pages maîtresses de son œuvre historique. En marge de *La naissance d'une race* l'on goûtera "La croix de Maisonneuve" ou "Marguerite Bourgeoys", "François de Laval" ou "Une grande date"; après *Les luttes constitutionnelles*, l'article sur Louis-Joseph Papineau; après *La Confédération* "Les idées religieuses de Cartier" ou "Monseigneur Taché". Des essais, "Ce que nous devons au catholicisme", "La famille canadienne-française", deux études sur l'*histoire*, porteront nos compatriotes à relever l'âme et la tête en face des autres groupes ethniques du Canada.

"Pour être fiers, écrit-il, les jeunes n'ont besoin que de savoir qui ils sont.....C'est pour aider les jeunes à faire cesser l'inattention que je leur adresse ce volume." Qu'il soit lu également par les aînés, les aînés qui font servir des réalités — affaires et politique, professions et métiers, idées et faits — au progrès ou à la déchéance de notre nationalité.

Pour connaître les nécessités du présent, prévoir les conditions de l'avenir, il faut se pénétrer des directives de l'histoire. Félicitons et remercions le directeur de l'*Action française*, le professeur d'histoire canadienne à l'Université de Montréal, de multiplier les clartés sur le passé afin d'assurer la survivance de notre race et la fécondité de sa mission.

Antonio PERRAULT.

LA LOI DE L'ADOPTION, par M. Léo Pelland.

Toute personne désireuse de se renseigner, du point de vue social ou familial, sur les mauvais côtés, les conséquences fâcheuses et bizarres d'une loi récente du Québec sur ce sujet, doit lire au plus tôt cette brochure, très bien faite (40 sous.)

LECTURE POUR L'HOMME INTELLIGENT

Voici des livres en vente à la librairie de l'Action française :

CANADIANA

L'Homme tombé... par Harry Bernard. C'est un roman canadien qu'on pourrait peut-être désirer plus étoffé, plus chargé de drame, mais où la thèse est si juste et si opportune et le talent si réel. 75 sous.

Sur les remparts par l'abbé Edouard-V. Lavergne. L'abbé Lavergne n'a pas seulement l'étoffe d'un journaliste; c'est aussi un missionnaire éloquent. C'est dire toute la vie dont déborde ce petit livre, œuvre d'un écrivain dont le courage est déjà du talent.

La bonne Sainte-Anne au Canada et à Beaupré par Georges Bélanger, rédemptoriste. C'est le volume au point sur la grande dévotion nationale. Écrit dans une bonne langue, abondamment illustré, cet ouvrage mérite la grande diffusion.

A l'ombre des érables par l'abbé Camille Roy. On trouvera dans ce volume quelques-unes des meilleures études du critique québécois; on y trouvera même les pages de M. Roy sur l'*Appel de la race*. Elles ne nous mettent nullement mal à l'aise pour louer l'ouvrage, n'ayant rien de l'étroitesse de certaines chapelles qui se prétendent pourtant bien ouvertes.

Au service de l'Église (Ordres religieux et Congrégations ecclésiastiques du Canada français) Avant-propos par le R. P. Archambault, S. J. Ce volume qui révèle notre meilleure vitalité religieuse et qui complète en quelque sorte le *Canada apostolique* de M. Bourrassa, est un document de premier ordre.

Relations des Voyageurs français en Nouvelle-France au XVII^e siècle, par Séraphin Marion, docteur ès-lettres. Nous avons déjà dit tout le bien que nous pensons de cet ouvrage de l'un des nôtres, l'un des meilleurs publiés en ces derniers temps. Nous l'avons maintenant en librairie au prix de \$1.25.

Essai d'esthétique, la connaissance pratique du Beau, par le Frère Martinus des E. C. Préface de M. J.-B. Lagacé. Ouvrage de réelle valeur, richement illustré dont reparlera notre critique d'art, Louis Deligny.

OUVRAGE DE LITTÉRATURE FRANÇAISE

Nous ne pouvons que signaler rapidement les ouvrages de grande valeur que nous offrons à nos clients: *Saint-François de Sales et notre cœur de chair* par Henry Bordeaux. Magnifique biographie du saint, 75 sous. — *L'Anneau d'or des grands mystiques* par Emile Baumann, excellente initiation à l'œuvre des grands mystiques, 75 sous. — *Lumière et vie* par l'abbé de Tourville, lettres spirituelles d'un grand économiste qui fut aussi un grand directeur d'âmes, \$1.00. — *Histoire du Christ* par Giovanni Papini, œuvre qui obtient un succès universel, \$1.00. — Anthologie des jeux floraux (1324-1924) par Armand Prairel et J.-R. de Brousse, magnifique volume, \$2.00. — *Le retour de Barrès à sa terre et à ses morts* par Henry Bordeaux, 60 sous. — *Maurice Barrès* par H. Brémond, 40 sous. — *Jugements* (2e série) par Henri Massès. — *Paul Bureau*, témoignages, cahiers de la nouvelle journée, \$1.00. — *Étude de la philosophie de Malebranche* par Victor Delbos, \$1.75. — *La comptabilité en francs-or*, par Emile Delavelle, \$1.25.

LIBRE.

 LA VIE DE L'ACTION FRANÇAISE
LA FETE DE DOLLARD

En dépit du mauvais temps elle a eu presque partout un éclat qui laisse loin derrière lui les célébrations des années passées. Cette fête de Dollard prend véritablement dans notre vie nationale les proportions d'un phénomène. Presque sans mot d'ordre, avec peu ou point de publicité, elle va quand même, plus solennelle, plus vibrante chaque fois. L'histoire de Dollard répond donc à un état d'âme de notre jeunesse; elle ne va si ardemment vers le héros magique que parce qu'elle se retrouve en lui, parce qu'il incarne ses aspirations, une certaine volonté sublime d'être français et apôtre. Et voilà pour relever le courage des pessimistes qui se demandent parfois: Allons-nous de l'avant? Y a-t-il quelque chose de changé dans l'âme canadienne-française?

LES GRANDES MANIFESTATIONS

Il y en a trois qui méritent d'être relevées parce que vraiment elles ont dépassé l'ordinaire. A Montréal la veillée d'armes eut lieu cette année à l'église Saint-Henri où les jeunes gens du cercle de l'A.C.J.C. nous avaient convoqués. Service d'ordre parfait, nombreuse assistan-

ce, sermon véhément et courageux de M. l'abbé Gauthier, tout constitua une excellente vigile.

M. Vanier raconte plus haut notre fête du premier "Grand prix d'action française". Ce qu'il faut noter et ce qui est un signe des temps nouveaux, c'est l'hommage unanime de la race qui s'en est allé ce jour-là vers le chef de la minorité ontarienne. C'est la première fois, croyons-nous, que l'unanimité se fait autour d'une revendication nationale.

La manifestation de la jeunesse au monument du parc Lafontaine fut presque empêchée par le mauvais temps. C'est dommage. Elle promettait d'être splendide avec ces milliers d'enfants des écoles, de jeunes cadets, de régiments de Zouaves rassemblés autour du héros. Notre président, M. l'abbé Perrier, devait adresser la parole à cette jeunesse.

A Québec, la présentation du buste de Dollard au parlement "a obtenu un immense succès", nous écrit l'un de nos jeunes amis. "Au moins 15,000 personnes assistaient à la présentation. Il y en avait autant sur le parcours de la procession". Ce fut une fête pleine d'ordre et d'enthousiasme comme on sait les faire à Québec et d'une haute signification quand on la rattache à la présentation du même buste au parlement d'Ottawa l'année dernière.

A Saint-Boniface l'on fit aussi les choses merveilleusement. Dans la cathédrale il y eut messe le samedi matin pour toute la jeunesse écolière de la ville, avec sermon de l'abbé Senez; puis séance patriotique le dimanche soir dans la salle du collège. Le vendredi soir, la cathédrale s'était déjà remplie pour la veillée d'armes prêchée par le P. Longpré, S. J. Puis, surtout, deux consécérations au Dieu de Dollard, l'une de la paroisse, l'autre de l'A.C.J.C., firent passer au-dessus de la foule le souffle des grandes émotions. Et vraiment, comment n'être pas ému par ce serment de la jeunesse manitobaine au Dieu-Hostie: "Nouveaux Dollards, placés aux avant-postes dans la marche en avant du catholicisme dans l'Ouest, nous venons avant la lutte vous acclamer comme notre roi et vous jurer fidélité jusqu'à la mort".

QUELQUES AUTRES MANIFESTATIONS

Les soixante-quatre pages de la revue ne suffiraient pas à une chronique complète de la dernière fête du 24 mai. Signalons pourtant, parmi les rapports qui nous ont été envoyés, quelques-uns des plus caractéristiques. A Valleyfield la fête fut célébrée avec éclat au col-

lège. La ville qui porte pourtant le nom de Salaberry n'est pas encore "dans le train"; mais ce n'est pas la faute de nos amis de là-bas. Le *Progrès de Valleyfield* du 22 mai arborait en effet en grandes manchettes un éloquent article de M. l'avocat Gontran Saint-Onge sur "Dollard des Ormeaux". Le *Colombien* du 24 mai consacrait presque entièrement son numéro aux "Héroïques martyrs du Long-Sault".

A Morinville, (Alberta) manifestation touchante des enfants. Messe où l'on communie et où l'on fait la quête pour les écoles françaises de l'Ontario. "Les écoliers de l'Alberta ne sont pas riches", nous écrit-on, "mais il faut que ces enfants comprennent la grandeur du secours fraternel".

En quelques lieux, comme à Sturgeon Falls, dans le Nouvel Ontario, ou comme à Thetford Mines, la manifestation comporte de longs défilés avec chars allégoriques. Dans l'une et l'autre de ces petites villes l'on vend des milliers de roses et il y a messe de communion.

A Windsor, Ont., l'on fêtait cette année Dollard pour la première fois. Cette initiative est due au Club La Salle. Il y eut de vibrants discours par le Dr Morand, le colonel Casgrain, le Dr Saint-Pierre. Tous portaient la rose et promirent de la conserver en souvenir de la première fête de Dollard célébrée à Windsor. A Tecumseh, à l'école Saint-Pierre de Riverside, il y eut aussi de touchantes manifestations.

Au séminaire du Sacré-Cœur de la Beauce l'on convoque à la fête la population de la paroisse ainsi que celle des lieux environnants. Au Juvénat de Sainte-Anne-de-Beaupré, les élèves commentent le grand discours de Mgr Paquet sur la "vocation de la race française en Amérique".

Ainsi partout c'est la même volonté de baigner l'âme de la jeunesse dans un grand héroïsme, à cause de l'avenir qu'on veut sauver.

NOS GROUPES D'ACTION FRANÇAISE

Un nouveau groupe vient de naître dans une petite ville de la province de Québec. Il s'annonce plein de promesses. Mais nos amis qui ne sont pas gens à se payer de mots, nous demandent de les attendre à l'œuvre avant de les présenter au public.

Notre groupe du Lac Mégantic continue naturellement à faire des merveilles. Depuis son dernier rapport qui est de janvier dernier, il a recueilli 400 abonnements pour un "messenger paroissial" où il publie sa chronique, il a aidé au développement de la bibliothèque de la paroisse, s'est fait à lui-même une bibliothèque, a rebaptisé en fran-

Sais le bureau de poste qui de "Lake Mégantic" est devenu "Lac Mégantic" à l'occasion de la fête de Dollard, il a parcouru les écoles de la paroisse pour y parler du héros et recueillir des offrandes en faveur des petits Ontariens; il a fait vendre mille roses de Dollard par les demoiselles de chez-lui; et il a organisé, pour la population du Lac Mégantic, deux soirées patriotiques: l'une où l'on entendit le chanteur Charles Marchand, et l'autre le 25 mai dernier où M. l'abbé Lavergne de Québec vint commenter l'exploit de Dollard.

Voilà sûrement qui est abattre de la besogne et de la meilleure. Que ne pourra l'Action française lorsqu'elle comptera dans tous les centres importants son groupe d'adeptes actifs et dévoués!

NOS PUBLICATIONS

Notre Maître, le passé, de l'abbé Lionel Groulx est en train d'obtenir un grand succès comme ouvrage de vulgarisation historique. M. Ferdinand Bélanger a consacré à l'ouvrage un article très élogieux dans l'*Action catholique*; M. Charles Gauthier du *Droit* lui a fait les honneurs d'un premier-Ottawa; Pierre Ménard lui a consacré un grand article dans le *Patriote de l'Ouest*; dans la dernière livraison du *Canada français*, notre ami M. l'abbé Arthur Robert écrit entre autres choses: *Notre Maître, le passé* est un des plus beaux livres de l'année qui enrichissent notablement notre patrimoine littéraire.

La Famille (compte-rendu des cours et conférences de la IVe session des Semaines sociales du Canada) rencontre aussi le meilleur accueil. "Voici un véritable traité sur la famille", dit encore le *Canada français*. "Ce beau volume devrait être le *vade mecum* de chacune de nos familles... Nous le recommandons aussi tout particulièrement aux membres du clergé".

Nous avons actuellement sous presse la deuxième série de *Notre légende dorée* et une traduction de l'*Évangéline* de Longfellow. Le public a fait un très louable succès à la première série de *Notre légende dorée*: nous pouvons présumer qu'il en sera de même de la deuxième, entièrement consacrée à des récits historiques sur la sainte Vierge. On sait que tout est canadien dans ces petits livres et que ces récits sont bien propres par conséquent à émouvoir les enfants de chez nous.

Nos clients nous demandaient depuis longtemps une bonne édition française de l'*Évangéline*. La traduction en vers de Pamphile Lemay, pour méritante qu'elle soit, ne rend pas toujours justice au texte anglais. Nous donnerons cette fois une traduction littérale, soigneusement

contrôlée. Cette édition sera notablement illustrée et précédée d'une notice de M. Paul Morin dont la thèse de doctorat en Sorbonne porta, comme l'on sait, sur les sources de Longfellow.

L'ACTION FRANÇAISE ET LA PRESSE

Notre dernier mot d'ordre sur le "sens national" a été vivement remarqué. Un journal comme le *Matin* de Montréal l'a reproduit en entier, avec encadrement spécial. La "Voix de la jeunesse catholique" de Québec l'a commenté; la *Liberté* de Winnipeg l'a servi par tranches, en manchettes. Le même journal a aussi reproduit notre portrait de Mgr Béliveau.

Dans la *Revue de l'Amérique latine* qui, grâce à l'intelligente initiative de M. Jean Désy, publie de ce temps-ci toute une série d'articles sur le Canada français, nous trouvons (livraison de mai, pp. 405-406), ces lignes de M. Emile Lauvrière qui font écho en quelque sorte à *Notre avenir politique*:... "Il y a deux Canadas, le Canada anglais et le Canada français qu'unit le seul lien fédéral, combien frêle! Il n'est pas douteux que, dès qu'ils se trouvent en tête à tête, ces deux frères siamois qui ne s'entendent pas, étant d'humeur fort différente, pratiqueront la césure dorsale. Le gros et gras cadet de l'Ouest, déjà fortement américanisé par des apports yankees de toute espèce (sang, foi, mœurs, capitaux, marchandises, machines, etc.) et par sa culture laïque et matérialiste, tendra énergiquement vers l'entente intime avec ses congénères du Sud dont ne le sépare qu'une fiction politique: le libre échange qu'il réclame s'achevera en véritable annexion. Une illusoire entité nationale s'évanouit en union libre... Mais le maigre aîné de l'Est, le Canadien français, toujours berné et brimé, toujours persécuté en sa foi et en sa langue, réduit depuis plus d'un siècle et demi à la portion congrue du menu britannique, que deviendra-t-il? Une fois délivré du lien de captivité noué par la violence de 1763, il ne s'en ira pas de gaité de cœur abdiquer sa légitime indépendance entre les mains brutales d'une intolérante majorité dont l'antipathie spontanée vient autant de la race, de la langue et de la législation que des habitudes, des traditions et des aspirations. Non; gallo-latin et catholique, il reprendra, sans aveugle hostilité, certes, à l'égard des alliés de la veille, sans sot dédain d'intérêts communs, le noble culte de l'idéalisme français fait de clarté intellectuelle et de générosité sentimentale, il s'appuiera sur les peuples de même civilisation, qu'ils soient de l'ancien

monde ou du nouveau, et, ce faisant, il se trouvera tout naturellement à l'unisson avec l'harmonie latine des Ibero-Américains, eux aussi, issus de la Rome antique comme de la Rome chrétienne".

Pour marquer jusqu'à quel point cette question d'avenir préoccupe toujours les esprits, nous reproduisons ici, à seul titre documentaire, l'extrait d'une lettre de l'un de nos amis et non des moindres. Il nous écrit: "L'Est maritime, l'Ouest agricole, le Canada français ont chacun leurs griefs contre la Confédération. L'Ontario seul paraît en être satisfait, comme c'est naturel, puisqu'elle a été faite par lui et pour lui. Cette province joue le rôle de la Prusse dans la Confédération germanique qui l'avait organisée à son profit. Le temps est venu d'une nouvelle constitution pour le Canada. Il ne faudrait pas craindre de la proposer, dans l'intérêt de nos idées et dans l'intérêt matériel des provinces à l'expansion desquelles l'acte de 1867 mit obstacle. Nos neuf provinces tenues en laisse par Ottawa devraient faire place à une Union de 4 ou 5 États libres munis des pleins pouvoirs législatifs et diplomatiques, et formant entre eux, non un État fédéralisé, comme à présent, mais une simple ligue pour le soin et la défense d'intérêts communs, aussi peu nombreux que possible".

NOS DIRECTEURS

Il est facile de voir qu'ils paient assez fréquemment de leur personne. M. l'abbé Perrier devait parler à la jeunesse des écoles le 24 mai dernier; il parlera ces jours-ci à la réunion des cercles d'études des jeunes filles de Montréal. M. Antonio Perrault est l'un des orateurs inscrits au prochain congrès de l'A.C.J.C. M. l'abbé Groulx parlera aussi à la clôture de ce congrès, après avoir ouvert celui de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal par un mémoire sur "nos devoirs actuels envers notre race". M. l'abbé Pinault représentera l'*Action française* au prochain voyage dit de "Liaison française" organisé par M. l'abbé J.-A. Ouellette, directeur des missionnaires colonisateurs du Canada. Cette prise de contact avec nos frères de l'Ouest est d'une excellente inspiration, comme celle aussi bien qu'organise le *Devoir* vers le pays acadien.

Jacques BRASSIER.

Nous nous trouvons dans l'obligation de renvoyer au prochain numéro un article de M. René Chalout, intitulé "*Les Acadiens et nous*".

NOTRE LIBRAIRIE ET NOTRE IMPRIMERIE

Il y a de nos lecteurs qui ignorent encore, paraît-il, l'existence de notre librairie. Et pourtant elle existe et depuis au moins cinq ans. Elle a un excellent service qui expédie rapidement, sur demande, tous les livres honnêtes; elle possède un rayon spécial des nouveautés françaises et les vend souvent à des meilleures conditions que partout ailleurs; elle possède en plus tous les *Canadians* de valeur.

Elle offre en vente ces derniers pour l'excellente raison que, depuis quatre à cinq ans, nous avons édité nous-mêmes un nombre fort respectable d'ouvrages canadiens qui constituent aujourd'hui notre "Bibliothèque de l'Action française" et où figurent assurément quelques-uns des meilleurs ouvrages de littérature canadienne parus en ces dernières années. *L'Action française* a donc aussi une imprimerie; elle a imprimé elle-même depuis deux ans les ouvrages de sa Bibliothèque; elle les imprime, comme l'on sait, sans demander un sou aux auteurs, leur payant en plus une royauté fixée avec eux par contrat. Depuis deux ans nous avons édité en moyenne un volume par mois, et nous l'avons fait à des conditions qui défient à peu près toute concurrence. Nos amis sont donc priés de devenir nos clients ou de nous envoyer des clients. La librairie comme l'imprimerie sont par elles-mêmes chez nous, et de par la seule qualité des volumes qui en sortent, des moyens d'action française, elles sont aussi le soutien de toute notre œuvre. Si l'on veut que la revue grandisse, que nos propagandes se développent, qu'on fasse ses achats à notre librairie, qu'on nous confie des travaux d'imprimerie.

LE CANADA ET LE TRAITÉ DE LAUSANNE

La correspondance officielle échangée entre le gouvernement anglais et le gouvernement canadien au sujet de la conférence et du traité de Lausanne méritait d'être portée à la connaissance de nos lecteurs. Nous aurions aussi aimé à en faire quelques commentaires. L'abondance de la matière du présent numéro ne nous permet pas de le faire.

Disons qu'elle marque une heureuse tendance, qui fit non seulement hausser les épaules de la coloniale *Gazette* et trépigner l'impérialiste *Star* de Montréal, mais qui inquiéta le *Saturday Review* et la *Nation* d'Angleterre. "Le Canada peut-il continuer d'être partie de l'Empire tout en restant au dehors?" se demande le premier. "Jusqu'ici la reconnaissance de notre politique étrangère par les Dominions était considérée comme l'un des quelques liens sacrés (et assujettissants, disons-nous) qui unissaient les Dominions à la Grande-Bretagne", écrit en tremblant le second.

Le débat, poursuivi à la chambre le 9 juin, a dû les rassurer, comme il nous a déçus.

TABLE DES MATIÈRES

JANVIER—

<i>Vaincus ou vainqueurs: Mot d'Ordre — L'ACTION FRANÇAISE.....</i>	3
<i>La mortalité infantile — DR J.-A. BEAUDOUIN.....</i>	4
<i>Mgr François-Xavier Ross ***</i>	21
<i>Les énergies rédemptrices — O. MAURAUULT.....</i>	26
<i>Nos amis de l'Ouest — ANTONIO PERRAULT.....</i>	28
<i>Les habits rouges — HARRY BERNARD.....</i>	34
<i>Le congrès de Fall-River — LE MASQUE.....</i>	44
<i>Mon voyage autour du monde — JEAN-MARIE GAUVREAU.....</i>	54
<i>La vie de l'Action française — JACQUES BRASSIER.....</i>	56
<i>Le français à Ottawa — A. V.....</i>	63

FÉVRIER—

<i>Chez les snobs: Mot d'Ordre — L'ACTION FRANÇAISE.....</i>	65
<i>La perte du capital humain — YVES-TESSIER LAVIGNE.....</i>	66
<i>Monseigneur Louis-Adolphe Paquet — * * *</i>	87
<i>Notre problème agricole — CHARLES GAGNÉ.....</i>	91
<i>Le Saint-Laurent — ANATOLE VANIER.....</i>	103
<i>Enquête sur le nationalisme — ANTONIO PERRAULT.....</i>	105
<i>Ce qu'il faut lire — LIBRE.....</i>	119
<i>La vie de l'Action française — NICOLAS TILLEMONT.....</i>	123

MARS—

<i>La loi de faillite: Mot d'Ordre— L'ACTION FRANÇAISE.....</i>	129
<i>L'ennemi dans la place: l'Emigration aux États-Unis — LOUIS-D. DURAND.....</i>	130
<i>Le sénateur Belcourt ***</i>	139
<i>L'Apostolat catholique dans l'Ouest — MGR JOSEPH PRUD'HOMME.....</i>	146
<i>In memoriam ***</i>	155
<i>Le problème agricole, 2ème article — CHARLES GAGNÉ.....</i>	156
<i>Lyrisme religieux et mystique — ABBÉ F. CHARBONNIER.....</i>	171
<i>Ce que lit l'homme intelligent — LIBRE.....</i>	182
<i>La vie de l'Action française — JACQUES BRASSIER.....</i>	183
<i>Lisez jusqu'au bout ***</i>	191

AVRIL—

<i>La prière pour la patrie</i> : Mot d'Ordre — L'ACTION FRANÇAISE.....	193
<i>La perte du capital humain</i> : L'Émigration aux États-Unis — LOUIS-D. DURAND.....	194
<i>M. Albert Foisly</i> ***.....	212
<i>Une œuvre sociale</i> — P. ADÉLARD DUGRÉ, S. J.....	216
<i>Notre problème agricole</i> — CHARLES GAGNÉ.....	221
<i>L'Ontario français</i> — HERMAS BASTIEN.....	238
<i>Albert Lozeau</i> — A. P.....	242
<i>Les livres</i> — FRANÇOIS HERTEL — ABBÉ PHILIPPE PERRIER — LOUIS DELIGNY — ABBÉ LIONEL GROULX.....	243
<i>La vie de l'Action française</i> — JACQUES BRASSIER.....	252
<i>Ce que lit l'homme intelligent</i> — INTERIM.....	256

MAI—

<i>Le sens national</i> : Mot d'Ordre — L'ACTION FRANÇAISE.....	257
<i>L'ennemi dans la place</i> . Les fuites de notre capital — ÉMILE BENOIST.....	268
<i>Mgr Beliveau</i> ***.....	268
<i>Albert Lozeau</i> — ABBÉ J.-M. MELANÇON.....	273
<i>Dollard à l'Université de Montréal</i> — ANTONIO PERRAULT.....	291
<i>Dans Kent et Essex</i> — JACQUES BRASSIER.....	297
<i>A propos du problème agricole</i> — MM. CARON ET DURAND.....	310
<i>Lectures pour l'homme intelligent</i> — LIBRE.....	313
<i>La vie de l'Action française</i> — NICOLAS TILLEMONT.....	314

JUIN—

<i>La fête nationale</i> : Mot d'Ordre — L'ACTION FRANÇAISE.....	321
<i>L'ennemi dans la place</i> : Le capital étranger — ESDRAS MINVILLE.....	323
<i>Une journée canadienne</i> R. P. M.-A. LAMARCHE. O. P.....	350
<i>Notre premier Grand Prix</i> — ANATOLE VANIER.....	357
<i>Les vingt ans de l'A. C. J. C.</i> — ABBÉ LIONEL GROULX.....	360
<i>Une école de fertilité</i> — ANTONIO PERRAULT.....	374
<i>Lectures pour l'homme intelligent</i> — LIBRE.....	375
<i>La vie de l'Action française</i> — JACQUES BRASSIER.....	376
<i>Table des matières du XIe volume</i> — —.....	388

RENOUONS LA TRADITION

Notre force financière favorisera puissamment nos progrès matériels et même intellectuels. L'une des causes de notre faiblesse relative, c'est que nous avons perdu les bonnes habitudes d'épargne que nos pères tenaient de leurs aïeux français. Renouons la tradition. Rapprenons l'économie à nos enfants. Ouvrons-leur un compte d'épargne, où ils déposeront les millions de sous qu'ils gaspilleraient. Ils acquerront ainsi la notion de la valeur de l'argent et le sens de l'économie. L'ambition leur viendra d'arrondir leurs dépôts. Si bien qu'au bout de quelques années, chacun aura à son crédit un joli pécule, et le groupe canadien-français disposera d'une somme importante.

La Banque d'Hochelega, avec laquelle s'est fusionnée la Banque Nationale, et dont l'actif dépasse 120 millions, offre, pour le succès de cette œuvre nationale, la collaboration de son personnel diligent. Dès demain, amenons nos enfants à la succursale la plus proche.

**Mathématiques, sciences, lettres et langues
en français et en anglais.
Préparation aux examens. Cours classique.
Cours commercial. Leçons particulières.**

RENÉ SAVOIE, I.C. et I.E.

Bachelier ès-arts et ès-sciences appliquées

238, rue Saint-Denis

Téléphone: Est 6162

MONTREAL

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre

L'École Française des Maîtres-Verriers au Canada.

...Elle est dignement et excellemment représentée par la maison "Hobbs Manufacturing Co., Ltd", la plus importante au pays et dont les peintres verriers appartiennent tous à cette école illustre.

Vitraux historiques et mythologiques Verrières religieuses, genre mosaïque

...sont entièrement fabriqués et peints chez nous, par nos artistes européens. Notre représentant se chargera gratuitement de vous faire un devis, sur demande.

HOBBS MANUFACTURING COMPANY LTD

MAIN 583

444 rue Saint-Jacques, Montréal.

AU QUEEN'S

Vous ne coudoieriez que des gens "bien"

La clientèle de ce restaurant célèbre est en effet distinguée de bon ton... et fine bouche, car on y mange bien et bon.

Vous y prendrez vos repas "économiquement" — 75 sous le midi et \$1.00 le soir — dans une atmosphère de paix, de luxe et de respectabilité.

Allez au Queen's d'abord
Et vous comparerez ensuite.

HOTEL QUEEN'S

Direction et administration canadiennes-françaises

2, rue Windsor

- - -

MONTRÉAL

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre.

Auteurs et Ecrivains

Confiez l'impression de vos ouvrages au "DEVOIR" — C'est notre spécialité.

Un personnel expert dans l'art typographique se charge de la confection.

Et notre service de librairie "pousse" la vente.

Devis et prix sur demande.

LE DEVOIR

SERVICE DES ÉDITEURS

336 - 340, rue Notre-Dame Est - Montréal

TEL. MAIN 7460

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour —
son bénéfice, le vôtre et le nôtre

Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal

Préparant aux Situations supérieures du Commerce,
de l'Industrie et de la Finance.

BIBLIOTHEQUE ECONOMIQUE

MUSEE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Délivre les diplômes de "LICENCIE en SCIENCES COMMERCIALES", de "LICENCIE en SCIENCES COMPTABLES et de DOCTEUR en SCIENCES COMMERCIALES".

Le diplôme de "LICENCIE en SCIENCES COMPTABLES" donne droit à l'admission dans L'"Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec" et dans L'"Association des comptables de Montréal" (Chartered accountant).

Des BOURSES DU GOUVERNEMENT sont accordées aux élèves méritants.

Cours spéciaux le soir : Comptabilité (Théorie et Pratique), Expertises comptables, Mathématiques financières, Assurances, Banque, Droit commercial, Economie politique, Langues étrangères, etc.

Pour tous renseignements, prospectus, inscriptions, etc., s'adresser au Directeur des Études.

Recommandez-vous de l'ACTION FRANÇAISE chez l'annonceur pour son bénéfice, le vôtre et le nôtre